

## Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2017

---

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,5 milliard de dollars pour le premier trimestre de 2017

---

### Points saillants des résultats financiers :

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016 :

- **Bénéfice net de 1 488 millions de dollars, en hausse de 39 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 530 millions, en hausse de 30 %**
- **BPA<sup>2</sup> de 2,22 \$, en hausse de 40 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 2,28 \$, en hausse de 30 %**
- **RCP de 14,9 %, comparativement à 10,9 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 15,3 %, contre 12,1 %**
- **Dotation à la provision pour pertes sur créances de 173 millions de dollars, contre 183 millions**
- **Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,1 %**

**Toronto, le 28 février 2017** – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2017, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 488 millions de dollars, ou 2,22 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 530 millions, ou 2,28 \$ par action.

« BMO a enregistré un rendement élevé pour le trimestre dans l'ensemble des secteurs. Nous avons réalisé un bénéfice ajusté de 1,5 milliard de dollars et un bénéfice par action ajusté de 2,28 \$ », a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« La bonne progression des activités est la conséquence d'une stratégie claire et d'une exécution uniforme : nous faisons ce que nous nous sommes engagés à faire. Notre plan d'action vise à offrir aux clients des produits et services intuitifs qui répondent à leurs préférences en constante évolution, tout en améliorant l'efficacité de tous nos circuits de distribution.

« Notre engagement à l'égard de la réussite de nos clients et de nos employés, et de notre contribution à leurs collectivités, demeure inébranlable. C'est la pierre angulaire de ce que nous bâtissons depuis notre fondation, il y a 200 ans, et c'est un engagement qui continue à croître », a conclu M. Downe.

Le bénéfice net tient compte d'un profit net de 133 millions de dollars, ce qui correspond à un profit de 168 millions provenant de Corporation Solutions Moneris (Moneris) et à une perte de 35 millions sur la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis. Moneris est notre coentreprise qui a vendu sa filiale américaine (Moneris US) au cours du trimestre, générant ainsi un profit sur la vente, profit à l'égard duquel nous avons constaté notre quote-part. Le profit net a généré 12 % du bénéfice net comptable et 11 % du bénéfice net ajusté comparativement à l'exercice précédent, et 0,20 \$ du bénéfice par action.

Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 18,5 %, contre 14,0 % un an plus tôt et, après ajustement, il s'est situé à 18,6 %, contre 15,0 %.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,88 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2017, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action ou 5 % de plus qu'il y a un an, ce qui correspond à un dividende annuel de 3,52 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2017, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2017, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

## Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 743 millions de dollars, et le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, a été de 744 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une hausse de 214 millions, ou de 40 %, sur un an. Cette unité a affiché un bon rendement opérationnel, les soldes de la plupart des produits et les revenus autres que d'intérêts s'étant renforcés, facteurs atténués par la hausse des charges et le repli de la marge nette d'intérêts. Les résultats tiennent compte d'un profit après impôts de 168 millions sur la vente de Moneris US, ce qui a généré quelque 31 % de la hausse du bénéfice net.

Nous nous efforçons toujours de proposer à nos clients des produits et des services qui répondent véritablement à leurs besoins et qui leur sont offerts sur le circuit de distribution de leur choix. Les investissements dans notre plateforme numérique, ce qui englobe un outil d'ouverture de compte au moyen d'un téléphone intelligent, favorisent la hausse du volume des ventes par voie numérique, volume qui équivaut désormais à celui que réalisent ensemble quelque 120 succursales.

### PE États-Unis

Le bénéfice net comptable a atteint 260 millions de dollars, ayant augmenté de 9 millions, ou de 4 %, sur un an. Après ajustement, soit compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, il s'est dégagé à 272 millions, ce qui reflète une augmentation de 8 millions, ou de 3 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 196 millions de dollars, dépassant ainsi de 14 millions, ou de 8 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 205 millions, pour une hausse de 14 millions, ou de 7 %. L'essor du bénéfice net a résulté de la progression des revenus tirés des dépôts, de l'élargissement des volumes de prêts et d'un meilleur taux d'impôt. Les résultats incluent une perte après impôts de 27 millions subie à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects, laquelle a retranché quelque 15 % de la croissance du bénéfice net comptable (environ 14 % de celle du bénéfice net ajusté).

Au cours du trimestre, le magazine *BizTimes Milwaukee* a décerné à BMO Harris Bank le prix Corporate Citizen of the Year pour 2016. Ce prix est remis à une organisation à but lucratif en reconnaissance de son apport à des organismes caritatifs sous forme d'aide financière, de soutien à la levée de fonds et de programmes incitant leur personnel à faire du bénévolat.

### Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable a été de 266 millions de dollars, ayant progressé de 119 millions, ou de 81 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions, s'est chiffré à 281 millions, ayant bondi de 106 millions, ou de 60 %, en regard d'il y a un an. À 162 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est amélioré de 37 millions, ou de 30 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 177 millions, en hausse de 24 millions, ou de 16 %, ce qui reflète l'amélioration de la conjoncture de marché et la croissance de la plupart des activités. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est dégagé à 104 millions, ce qui est exceptionnellement élevé et signale une hausse de 82 millions en regard du premier trimestre de 2016. Cette hausse a découlé principalement de variations favorables des marchés dans le trimestre à l'étude, comparativement à des fluctuations défavorables un an plus tôt, et de l'essor des activités.

La qualité des fonds d'investissement de BMO Gestion d'actifs leur a valu de figurer au palmarès des meilleures familles de fonds en 2016, dressé par Barron's/Lipper. Par suite de l'évaluation de leur performance en 2016, notre famille de fonds aux États-Unis s'est classée parmi les 20 premières et nos groupes de fonds d'obligations à revenu imposable et non imposable, parmi les cinq meilleurs.

### BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux chiffrés à 376 millions de dollars, en hausse de 119 millions, ou de 46 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les résultats ont découlé des revenus fort élevés qu'a enregistrés le secteur Produits de négociation, lequel a bénéficié de l'intensification des activités menées pour les clients et de la meilleure tenue des marchés, ainsi que de l'accroissement des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des charges autres que d'intérêts, ce qui a concouru avec la performance.

Pour une deuxième année d'affilée et dans le cadre du sondage sur l'analyse des coûts de transaction que réalise le magazine *Institutional Investor*, BMO Marchés des capitaux s'est classée au deuxième rang de l'ensemble des maisons de courtage aux États-Unis et a décroché la première place de celles y offrant des services de plein exercice. Ces honneurs lui ont été décernés, sur la foi des commentaires de ses clients, pour la qualité de ses services comparativement aux autres sociétés de courtage américaines, et témoignent de la croissance continue de notre plateforme aux États-Unis et de l'élargissement de nos compétences en négociation d'actions.

### **Services d'entreprise**

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 157 millions de dollars pour le premier trimestre de 2017, comparativement à 116 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 143 millions pour le trimestre, contre 48 millions un an auparavant. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions, et ceux du premier trimestre de 2016 excluent également un ajustement comptable cumulatif négatif de 62 millions après impôts. Les résultats ajustés se sont dégradés à cause de la baisse des revenus, compte non tenu de l'ajustement sur une base d'imposition équivalente (bic), ce qui a découlé essentiellement du fait que les revenus avaient été exceptionnellement élevés un an plus tôt, que les recouvrements de pertes sur créances ont reculé et que les charges ont augmenté. Les résultats comptables ont été touchés par ces mêmes facteurs et aussi par le fait que l'ajustement comptable cumulatif négatif avait été pris en compte dans les revenus comptables un an plus tôt.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Fonds propres**

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,1 % au 31 janvier 2017. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 10,1 % enregistré à la fin du quatrième trimestre en raison surtout de la diminution des actifs pondérés en fonction des risques, du montant élevé du bénéfice, des conséquences positives des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et de l'émission d'actions.

### **Dotations à la provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 173 millions de dollars, affichant une baisse de 10 millions en regard d'il y a un an, ce qui a résulté essentiellement de la diminution de la dotation de PE Canada et des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux, facteurs atténués par la baisse des recouvrements de pertes sur créances par les Services d'entreprise.

### **Mise en garde**

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Documents déposés auprès des organismes de réglementation**

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

---

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 28 février 2017. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2017 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2016 figurant dans le Rapport annuel pour 2016 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie de ce Rapport de gestion.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2016, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

4	Faits saillants financiers	24	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	25	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	26	Transactions avec des parties liées
6	Survolt et perspectives économiques	26	Arrangements hors bilan
7	Change	26	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	26	Modifications futures de méthodes comptables
9	Revenus	26	Instruments financiers désignés
11	Dotations à la provision pour pertes sur créances	26	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale
12	Prêts douteux	27	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	28	Gestion des risques
12	Charges autres que d'intérêts	28	Risque de marché
13	Impôts sur le résultat	29	Risque de liquidité et de financement
13	Gestion du capital	33	Cotes de crédit
15	Désignation des dividendes admissibles	34	Expositions en Europe
16	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	36	États financiers consolidés intermédiaires
16	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	36	État consolidé des résultats
17	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	37	État consolidé du résultat global
18	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	38	Bilan consolidé
20	BMO Gestion de patrimoine	39	État consolidé des variations des capitaux propres
22	BMO Marchés des capitaux	40	État consolidé des flux de trésorerie
23	Services d'entreprise	41	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		57	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2017, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites inhérentes, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

## Faits saillants financiers

## Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
<b>Sommaire de l'état des résultats</b>			
Revenus nets d'intérêts	2 530	2 498	2 480
Revenus autres que d'intérêts	2 875	2 780	2 595
Revenus	5 405	5 278	5 075
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	79	366
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 401	5 199	4 709
Dotations à la provision pour pertes sur créances	173	174	183
Charges autres que d'intérêts	3 379	3 323	3 270
Charge d'impôts sur le résultat	361	357	188
Bénéfice net	1 488	1 345	1 068
Attribuable aux actionnaires de la Banque	1 487	1 344	1 060
Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	1	8
Bénéfice net	1 488	1 345	1 068
Bénéfice net ajusté	1 530	1 395	1 178
<b>Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)</b>			
Bénéfice par action	2,22	2,02	1,58
Bénéfice par action ajusté	2,28	2,10	1,75
Croissance du bénéfice par action (%)	40,2	10,4	8,2
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	30,3	10,5	14,4
Dividendes déclarés par action	0,88	0,86	0,84
Valeur comptable d'une action	59,51	59,56	59,61
Cours de clôture de l'action	98,43	85,36	75,22
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	63,9	55,1	48,4
Rendement de l'action (%)	3,6	4,0	4,5
<b>Mesures et ratios financiers (%)</b>			
Rendement des capitaux propres	14,9	13,8	10,9
Rendement des capitaux propres ajustés	15,3	14,4	12,1
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	18,5	17,2	14,0
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	18,6	17,5	15,0
Croissance du bénéfice net	39,4	10,8	6,8
Croissance du bénéfice net ajusté	29,9	10,3	13,2
Croissance des revenus	6,5	5,9	0,4
Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI	12,7	10,2	11,3
Croissance des charges autres que d'intérêts	3,3	7,4	8,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	3,6	7,3	8,5
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI	62,6	63,9	69,4
Ratio d'efficacité ajusté	61,4	61,7	62,1
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI	61,5	62,6	66,8
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	11,4	2,8	0,5
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	9,1	2,9	2,8
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,55	1,57	1,58
Taux d'impôt effectif	19,5	21,0	15,0
Taux d'impôt effectif ajusté	19,8	21,2	16,2
Rendement de l'actif moyen	0,81	0,75	0,59
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,19	0,21
<b>Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)</b>			
Actifs	692 384	687 935	699 293
Solde net des prêts et acceptations	366 976	371 751	356 343
Dépôts	476 949	473 372	470 836
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38 617	38 464	38 345
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	27,7	27,1	26,4
<b>Ratios des fonds propres (%) 1)</b>			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,1	10,1	10,0
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,6	11,6	11,3
Ratio du total des fonds propres	14,7	13,6	13,4
Ratio de levier	4,2	4,2	4,0
<b>Cours de change</b>			
Dollar CA/dollar US	1,3012	1,3411	1,4006
Dollar CA/dollar US - moyenne	1,3288	1,3216	1,3737

1) Sauf dans le cas du ratio de levier, les chiffres correspondants relatifs aux ratios des fonds propres du premier trimestre de 2016 ont été modifiés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats). La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats ajustés figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats comptables correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

### Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2017	T4-2016	T1-2016
<b>Résultats comptables</b>			
Revenus	5 405	5 278	5 075
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(4)	(79)	(366)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 401	5 199	4 709
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(173)	(174)	(183)
Charges autres que d'intérêts	(3 379)	(3 323)	(3 270)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 849	1 702	1 256
Charge d'impôts sur le résultat	(361)	(357)	(188)
Bénéfice net	1 488	1 345	1 068
BPA (\$) <b></b>	<b>2,22</b>	<b>2,02</b>	<b>1,58</b>
<b>Éléments d'ajustement (avant impôts)</b>			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(37)	(37)	(43)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(22)	(31)	(22)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	(85)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(59)	(68)	(150)
<b>Éléments d'ajustement (après impôts)</b>			
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	(28)	(29)	(33)
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(14)	(21)	(15)
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	(62)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(42)	(50)	(110)
Incidence sur le BPA (\$) <b></b>	<b>(0,06)</b>	<b>(0,08)</b>	<b>(0,17)</b>
<b>Résultats ajustés</b>			
Revenus	5 405	5 278	5 159
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(4)	(79)	(366)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 401	5 199	4 793
Dotations à la provision pour pertes sur créances	(173)	(174)	(183)
Charges autres que d'intérêts	(3 320)	(3 255)	(3 204)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 908	1 770	1 406
Charge d'impôts sur le résultat	(378)	(375)	(228)
Bénéfice net	1 530	1 395	1 178
BPA (\$) <b></b>	<b>2,28</b>	<b>2,10</b>	<b>1,75</b>

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

- 1) Ces charges ont été imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 16, 17, 18, 20 et 22.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C Asset Management plc (F&C) ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux liés aux activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2017 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112, du Rapport annuel pour 2016, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2017.

---

## Survol et perspectives économiques

La croissance de l'économie canadienne devrait s'accélérer, passant d'un taux estimatif de 1,3 % en 2016 à 2,0 % en 2017 grâce au renforcement de la demande aux États-Unis, à la remontée des prix du pétrole et à la hausse des investissements fédéraux dans les infrastructures. Après une année en dents de scie, les exportations devraient se raffermir. La majoration attendue des prix du pétrole devrait stabiliser les investissements des entreprises et aider les régions productrices de pétrole à renouer avec la croissance en 2017. Même si les disparités économiques régionales devraient s'amenuiser, il y a fort à parier que la Colombie-Britannique dominera encore toutes les provinces, et ce, pour une troisième année d'affilée. Quoique soutenues par de faibles taux d'intérêt, les dépenses à la consommation devraient demeurer modérées, reflétant ainsi le niveau élevé d'endettement des ménages. Même si on peut prévoir une légère intensification des activités des marchés du logement dans la plupart des régions, les nouvelles règles fédérales sur le financement hypothécaire risquent d'affaiblir encore plus celui de la région de Vancouver et freineront probablement les hausses de prix dans celle de Toronto, prix qui ont atteint des niveaux records en 2016. Même s'il est à prévoir que sa croissance annuelle sera plus forte cette année, l'économie canadienne devra composer avec divers facteurs de risque, dont peut-être le resserrement des mesures protectionnistes par le nouveau gouvernement américain, l'instabilité politique en Europe associée aux élections en France et en Allemagne ainsi que l'incertitude engendrée par les négociations du Brexit entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Après s'être apprécié par rapport au dollar américain l'an dernier, il est probable que le dollar canadien se repliera quelque peu en 2017, car il semble peu plausible que la Banque du Canada suive le rythme des hausses de taux d'intérêt que devrait pratiquer la Réserve fédérale. Le taux de chômage au Canada devrait reculer quelque peu pour se situer à 6,7 % d'ici la fin de l'année, et on s'attend à ce que cette amélioration survienne surtout dans les régions productrices de pétrole.

Grâce à des politiques budgétaires expansionnistes, dont des propositions visant à abaisser les taux d'impôt des particuliers et des entreprises et à alléger le fardeau réglementaire imposé à ces dernières, la croissance économique aux États-Unis devrait passer de 1,6 % en 2016 à 2,4 % en 2017. Après avoir réduit leurs dépenses l'an dernier, les entreprises devraient accroître leurs investissements en prévision du raffermissement de la demande intérieure. Soutenues par de meilleures majorations des salaires et la réduction des taux d'impôt, les dépenses des ménages devraient demeurer élevées. La reprise des marchés de l'habitation, reprise qui en est maintenant à sa septième année, sera favorisée par l'abordabilité des logements, et ce, même si le coût des emprunts a récemment augmenté. Cependant,

nous nous attendons à ce que la faiblesse des exportations que causent la vigueur du dollar américain et le ralentissement de la demande mondiale freine l'expansion économique. On s'attend à ce que les taux d'intérêt augmentent légèrement en 2017 et que la Réserve fédérale relève son taux directeur de 50 points de base. La hausse des prix de l'essence et la pénurie croissante de travailleurs qualifiés devaient générer une certaine augmentation du taux d'inflation, mais l'excellente tenue du dollar américain et une concurrence féroce dans le secteur de la vente au détail devraient l'atténuer. Le taux de chômage aux États-Unis devrait reculer pour s'établir à 4,3 % d'ici la fin de l'année, ce qui correspondrait alors au taux le plus bas enregistré en 16 ans.

Soutenu par la hausse attendue de la production du secteur automobile et le raffermissement des prix des cultures, lesquels sont actuellement très bas, le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait augmenter quelque peu, passant ainsi d'environ 1,6 % en 2016 à 1,9 % en 2017. Par contre, la faiblesse continue des exportations que cause l'excellente tenue du dollar américain et la croissance toujours léthargique de l'économie mondiale devraient freiner l'activité économique.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## **Change**

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont augmenté comparativement au quatrième trimestre de 2016 en raison de l'appréciation de cette monnaie, mais ont fléchi en regard du premier trimestre de 2016 à cause de son repli. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change durant le trimestre à l'étude ni dans le quatrième trimestre de 2016. Dans le premier trimestre de 2016, nous avons couvert, d'un point de vue économique, une partie du bénéfice net en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2016 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change auront aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

**Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO** **Tableau 3**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	
	c. T1-2016	c. T4-2016
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,3288	1,3288
Période antérieure	1,3737	1,3216
<b>Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis</b>		
(Diminution) augmentation des revenus nets d'intérêts	(32)	5
(Diminution) augmentation des revenus autres que d'intérêts	(24)	5
(Diminution) augmentation des revenus	(56)	10
Augmentation des recouvrements de pertes sur créances	-	-
Diminution (augmentation) des charges	42	(7)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	3	(1)
(Diminution) augmentation du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures	(11)	2
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-
(Diminution) augmentation du bénéfice net comptable	(11)	2
<b>Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis</b>		
(Diminution) augmentation des revenus nets d'intérêts	(32)	5
(Diminution) augmentation des revenus autres que d'intérêts	(24)	5
(Diminution) augmentation des revenus	(56)	10
Augmentation des recouvrements de pertes sur créances	1	-
Diminution (augmentation) des charges	41	(7)
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	4	(1)
(Diminution) augmentation du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures	(10)	2
Pertes de couverture de la période considérée, après impôts	-	-
(Diminution) augmentation du bénéfice net ajusté	(10)	2

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Bénéfice net**

**Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016**

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 488 millions de dollars au premier trimestre de 2017, en hausse de 420 millions, ou de 39 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes, ni d'un ajustement comptable cumulatif négatif à l'exercice précédent, a été de 1 530 millions, ayant progressé de 352 millions, ou de 30 %, en regard de la période correspondante de 2016. Le BPA s'est renforcé de 0,64 \$, ou de 40 %, sur un an, pour s'établir à 2,22 \$ et, après ajustement, il a été de 2,28 \$, ce qui signale une hausse de 0,53 \$, ou de 30 %. Le bénéfice net tient compte d'un profit net de 133 millions représentant un profit après impôts de 168 millions sur la vente de Moneris US et une perte après impôts de 35 millions subie à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis. Le profit net a généré 12 % du bénéfice net comptable et 11 % du bénéfice net ajusté comparativement à l'exercice précédent, et 0,20 \$ du bénéfice par action.

Le bénéfice net global des deux unités Services bancaires PE, soit 1 003 millions de dollars, a progressé de 29 % et, après ajustement, il a été de 1 016 millions, ayant augmenté de 28 %. Le bénéfice net de PE Canada a bondi de 40 % grâce au profit sur la vente de Moneris US ainsi qu'au bon rendement opérationnel, les soldes de la plupart des produits et les revenus autres que d'intérêts s'étant renforcés, ce qui a été atténué par la hausse des charges et le repli de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est accru de 4 % et, exprimé en dollars américains, il a augmenté de 8 %. Après ajustement, son bénéfice net en dollars canadiens a augmenté de 3 % et, en dollars américains, il s'est renforcé de 7 %. La progression du bénéfice net comptable et ajusté de PE États-Unis a résulté de la hausse des revenus tirés des dépôts, de l'essor des volumes de prêts et d'un meilleur taux d'impôt. Ces facteurs ont été en grande partie contrebalancés par la perte subie à la vente de prêts. Le bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 266 millions, contre 147 millions au même trimestre un an plus tôt et, après ajustement, il a atteint 281 millions, comparativement à 175 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 30 % et, après ajustement, il a progressé de 16 %, ce qui témoigne de l'amélioration de la conjoncture des marchés et de l'essor enregistré par la plupart de nos activités. À 104 millions, le bénéfice net des activités d'assurance a été exceptionnellement élevé, affichant ainsi une hausse de 82 millions, hausse ayant découlé principalement de variations favorables des marchés dans le trimestre à l'étude, comparativement à des fluctuations défavorables un an plus tôt, et de la croissance des activités. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré de 46 % grâce aux revenus élevés qu'a générés le secteur Produits de négociation par suite de l'intensification des activités menées pour les clients et de la meilleure tenue des marchés ainsi qu'à la croissance des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts en lien avec le rendement. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont dégradés à cause du repli des revenus non établis sur une bic, ce qui a résulté surtout du fait que les revenus avaient été anormalement élevés l'exercice précédent, et aussi parce que les recouvrements de pertes sur créances ont diminué et que les charges ont augmenté. Les résultats comptables ont été touchés par ces mêmes facteurs ainsi que par le fait qu'un ajustement comptable cumulatif négatif avait été inscrit dans les revenus comptables un an plus tôt.

## Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 143 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est accru de 135 millions, ou de 10 %. Le bénéfice net ajusté des deux périodes ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions. Le BPA s'est renforcé de 0,20 \$, ou de 10 %, et, après ajustement, il s'est amélioré de 0,18 \$, ou de 9 %. Les éléments suivants ont eu une incidence nette positive sur la progression enregistrée d'un trimestre à l'autre : le profit net et les charges plus élevées associées à la rémunération fondée sur des actions dans le trimestre à l'étude et le profit à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres dans le trimestre précédent.

Le bénéfice net de PE Canada a progressé de 26 % grâce au profit sur la vente de Moneris US. Exprimé en dollars canadiens et en dollars américains, le bénéfice net comptable et ajusté de PE États-Unis s'est dégradé de 10 % à cause d'une perte enregistrée à la vente de prêts, ce qui a été atténué par une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée et un meilleur taux d'impôt. Quant à la Gestion de patrimoine, son bénéfice net comptable s'est établi à 266 millions de dollars, contre 279 millions au trimestre précédent et après ajustement, il s'est chiffré à 281 millions, comparativement à 302 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est replié de 19 % et, une fois ajusté, il s'est contracté de 21 % à cause du profit réalisé à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres au trimestre précédent et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est raffermi de 26 millions grâce essentiellement aux conséquences favorables de l'évolution des marchés. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux s'est comprimé de 4 % puisque la progression des revenus a été plus qu'annulée par la hausse des frais liés au personnel, lesquels ont englobé la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite. Les résultats comptables et ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison surtout de la baisse des charges en regard de celles exceptionnellement élevées du trimestre précédent et de l'augmentation des revenus liés à la trésorerie.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Revenus

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Les revenus ont augmenté de 330 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 5 405 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont établis à 5 401 millions, s'étant accrus de 692 millions, ou de 15 %, soit de 16 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus ajustés ne tiennent pas compte d'un ajustement comptable cumulatif négatif, lequel avait été inscrit au premier trimestre de 2016 sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts. Les revenus nets ajustés se sont raffermis de 608 millions, ou de 13 %, et se sont établis à 5 401 millions. Le profit net a fait augmenter les revenus avant impôts constatés dans le trimestre à l'étude de 133 millions, ce qui a généré environ 3 % de la hausse des revenus nets.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 15 % grâce au profit avant impôts de 187 millions de dollars sur la vente de Moneris US ainsi qu'à l'accroissement des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été atténué par le recul de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis ont été relativement stables et, exprimés en dollars américains, ils se sont accrus de 3 %, bénéficiant de l'inclusion, pour un mois de plus, des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises, de l'essor des revenus tirés des dépôts et de l'élargissement des volumes de prêts, ce qui a été atténué par l'incidence avant impôts de 54 millions de dollars canadiens subie à la vente de prêts et par la compression des marges sur les prêts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont améliorés de 3 % en raison de la meilleure tenue des marchés boursiers canadiens et américains et de l'essor des activités. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence de la moins-value de la livre sterling et par la diminution des revenus en raison des conséquences des désinvestissements réalisés l'exercice précédent. Les revenus nets d'assurance ont augmenté grâce à des variations favorables des marchés dans le trimestre à l'étude, comparativement à des fluctuations défavorables un an plus tôt, et à la croissance des activités. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont améliorés de 21 % en raison de l'excellent rendement du secteur Produits de négociation, lequel a bénéficié de l'intensification des activités menées pour les clients et de la meilleure tenue des marchés, ainsi que de la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés par suite de la plus forte demande pour des services de banque d'affaires. Les revenus ajustés des Services d'entreprise ont augmenté en raison de la diminution de l'ajustement sur une bic des groupes, ce qui a été atténué par le fait que les revenus non établis sur une bic avaient été exceptionnellement élevés un an plus tôt. Les revenus comptables se sont améliorés en raison de ces mêmes facteurs ainsi que du fait qu'un ajustement comptable cumulatif négatif avait été inscrit dans ces revenus un an plus tôt.

Les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 50 millions de dollars, ou de 2 %, ceux du premier trimestre de 2016, soit de 3 % compte non tenu de l'incidence de la moins-value du dollar américain. Cette progression reflète essentiellement la hausse des soldes des dépôts et les conséquences positives de l'élargissement des marges sur les dépôts de PE États-Unis, de la croissance interne des prêts et des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises, ce qui a été quelque peu contrebalancé par le recul des revenus de négociation. L'actif productif moyen s'est accru de 23 milliards de dollars, ou de 4 %, sur un an, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, ce qui est principalement imputable à la croissance des titres et à l'essor interne des prêts. En regard d'il y a un an, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 3 points de base, pour se situer à 1,55 %, ce qui est essentiellement imputable à la compression de la marge générée par les activités de négociation de BMO Marchés des capitaux. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est accrue de 3 points de base sur un an et a atteint 1,85 %, ce qui a résulté surtout de l'élargissement des marges sur les dépôts de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 642 millions de dollars, ou de 29 %, et s'est chiffré à 2 871 millions. Exclusion faite de l'incidence de la moins-value du dollar américain, il s'est accru de 30 %. Après ajustement, le montant net des revenus autres que d'intérêts s'est renforcé de 558 millions, ou de 24 %, et a été de 2 871 millions. Les montants nets des revenus autres que d'intérêts ajustés et comptables diffèrent en raison de l'ajustement comptable cumulatif négatif dont il a été fait mention ci-dessus. Les revenus autres que d'intérêts ajustés ont augmenté en raison surtout du profit net réalisé sur une vente dans le trimestre considéré ainsi que de la hausse des revenus de négociation, des revenus d'assurance et des commissions de prise ferme et de consultation.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 247 millions de dollars en regard d'un an plus tôt, ce qui rend surtout compte du fait que des taux d'intérêt à long terme plus élevés ont affaibli la juste valeur des placements d'assurance, alors qu'au premier trimestre de 2016, des taux d'intérêt à long terme moins élevés avaient accru la juste valeur de ces placements, et aussi de l'incidence du recul des primes de réassurance et des ventes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en majeure partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, tel qu'il est indiqué à la page 10. Compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI, nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI.

#### **Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016**

Les revenus ont augmenté de 127 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets se sont accrus de 202 millions, ou de 4 %. Les résultats tiennent compte du profit net réalisé dans le trimestre à l'étude, ce qui a été annulé en partie par le fait qu'au trimestre précédent, un profit à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres avait été constaté.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 177 millions de dollars, ou de 10 %, grâce au profit à la vente de Moneris US, l'incidence favorable de la hausse des soldes de la plupart des produits ayant été annulée par le repli des revenus autres que d'intérêts et de la marge nette d'intérêts. En dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis ont fléchi de 64 millions, ou de 5 %, et, en dollars américains, ils ont reculé de 6 % en raison surtout de la vente de prêts, la baisse des revenus tirés des prêts ayant été en grande partie annulée par la hausse de ceux générés par les dépôts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont diminué parce qu'au trimestre précédent, un profit à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres avait été constaté, facteur compensé en partie par l'essor des activités dans le trimestre considéré. Les revenus nets d'assurance se sont améliorés en raison surtout des répercussions des variations favorables des marchés. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont renforcés de 4 % puisque la hausse des revenus du secteur Produits de négociation a été annulée en partie par le recul de ceux du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, recul qui s'explique principalement par le fait que les activités de consultation en fusions et acquisitions ont été moins intenses qu'au trimestre précédent, période où elles avaient été très soutenues. Les revenus comptables et ajustés des Services d'entreprise se sont renforcés grâce essentiellement à la progression des revenus liés à la trésorerie.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 32 millions de dollars, ou de 1 %, en regard du trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la hausse des soldes des dépôts de PE Canada et de l'élargissement des marges sur les dépôts de PE États-Unis. L'actif productif moyen a augmenté de 16 milliards de dollars, ou de 3 %, comparativement au trimestre précédent, soit de 2 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain, ce qui a découlé surtout de l'accroissement des titres pris en pension ou empruntés et de la croissance interne des prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO et sa marge nette d'intérêts (compte non tenu des activités de négociation) ont toutes deux baissé de 2 points de base en regard du trimestre précédent, et ce, essentiellement à cause de la croissance plus forte de BMO Marchés des capitaux, secteur qui dégage de moins bonnes marges.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 170 millions de dollars, ou de 6 %, laquelle a découlé surtout du profit net sur une vente dans le trimestre considéré et de la hausse des revenus de négociation, ce qui a été contrebalancé en partie par le fait qu'un profit à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres avait été réalisé au trimestre précédent.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 37 millions de dollars en regard du trimestre précédent, ce qui rend surtout compte du fait que des taux d'intérêt à long terme plus élevés ont affaibli la juste valeur des placements d'assurance, ce qui a été annulé en partie par la hausse des ventes de rentes. La dégradation des revenus d'assurance a été compensée en grande partie par la baisse des sinistres, des commissions et des variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 10.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)****Tableau 4**

(en points de base)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
PE Canada	251	253	255
PE États-Unis	370	358	364
Services bancaires Particuliers et entreprises	289	288	291
Gestion de patrimoine	244	241	233
BMO Marchés des capitaux	51	53	65
Services d'entreprise 2)	n. s.	n. s.	n. s.
Total de la marge nette d'intérêts de BMO	155	157	158
Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation)	185	187	182
Total de la marge des services de détail au Canada 3)	249	251	251

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes, et leur variabilité influe sur les fluctuations de la marge nette d'intérêts.

3) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

**Dotations à la provision pour pertes sur créances****Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016**

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 173 millions de dollars, en baisse de 10 millions en regard de la même période un an plus tôt, ce qui a résulté essentiellement de la diminution de la dotation de PE Canada et des recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des recouvrements de pertes sur créances constatés par les Services d'entreprise. La provision générale n'a enregistré aucune variation nette au cours du trimestre.

La dotation de PE Canada a diminué de 22 millions de dollars, pour se situer à 118 millions, en raison du recul de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. La dotation de PE États-Unis, d'un montant de 60 millions, a baissé de 5 millions grâce au recul de celle liée au portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de la dotation constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises. Les recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux, au montant de 4 millions, ont découlé de plusieurs recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, alors qu'une dotation nette de 8 millions avait été inscrite un an plus tôt. Les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont baissé de 29 millions.

**Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016**

La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée pour ainsi dire inchangée par rapport au trimestre précédent. La dotation de PE Canada a fléchi de 5 millions de dollars en raison surtout du recul de celle liée au portefeuille de prêts aux particuliers. Quant à la dotation de PE États-Unis, elle a baissé de 6 millions par suite de la diminution de celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la hausse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. Les recouvrements nets de BMO Marchés des capitaux ont, comparativement au trimestre précédent, fléchi de 4 millions. Les recouvrements de pertes sur créances des Services d'entreprise ont été de 5 millions moins élevés.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation****Tableau 5**

(en millions de dollars canadiens)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
PE Canada	118	123	140
PE États-Unis	60	66	65
Services bancaires Particuliers et entreprises	178	189	205
Gestion de patrimoine	2	1	2
BMO Marchés des capitaux	(4)	(8)	8
Services d'entreprise	(3)	(8)	(32)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	173	174	183

**Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances****Tableau 6**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Nouvelles dotations à la provision spécifique	309	339	309
Reprises sur les provisions déjà établies	(67)	(85)	(39)
Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan	(69)	(80)	(87)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	173	174	183
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,19	0,21

## Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 196 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 332 millions au quatrième trimestre de 2016, ce qui a résulté de la baisse enregistrée par BMO Marchés des capitaux et des répercussions de la moins-value du dollar américain. Le total du SBPD a augmenté en regard des 2 158 millions constatés un an plus tôt, ce qui est principalement imputable à l'augmentation du SBPD de BMO Marchés des capitaux, augmentation atténuée par l'incidence du repli du dollar américain.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 509 millions de dollars, contre 555 millions au quatrième trimestre de l'exercice précédent et 594 millions au premier trimestre de 2016.

### Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)

Tableau 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
SBPD à l'ouverture de la période	2 332	2 307	1 959
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	509	555	594
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(153)	(133)	(136)
Remboursements, montant net	(297)	(161)	(210)
Montants sortis du bilan	(147)	(250)	(142)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	(1)	(28)	-
Fluctuations des cours de change et autres variations	(47)	42	93
SBPD à la clôture de la période	2 196	2 332	2 158
SBPD en % du solde brut des prêts et acceptations	0,60	0,62	0,60

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

### Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 4 millions de dollars au premier trimestre de 2017, soit 362 millions de moins qu'au premier trimestre de 2016, ce qui a découlé en grande partie du fait que des taux d'intérêt à long terme plus élevés ont affaibli la juste valeur des passifs au titre des indemnités, alors qu'au premier trimestre de 2016, des taux d'intérêt à long terme plus faibles avaient accru la juste valeur de ces passifs, ainsi que de l'incidence du recul des passifs de réassurance et des ventes de rentes. Les revenus ont compensé en grande partie la diminution enregistrée. Les SCVPI ont chuté de 75 millions de dollars par rapport aux 79 millions enregistrés au quatrième trimestre de 2016 en raison de hausses plus prononcées des taux d'intérêt à long terme, ce qui a accentué la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, comparativement au quatrième trimestre de 2016. Ce facteur a été annulé en partie par la hausse des primes de rentes. La baisse a été contrebalancée en grande partie par les revenus.

### Charges autres que d'intérêts

En regard du premier trimestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts comptables se sont accrues de 109 millions de dollars, ou de 3 %, et ont atteint 3 379 millions. Après ajustement, ces charges ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 116 millions, ou de 4 %, pour se situer à 3 320 millions et compte non tenu des répercussions de la dépréciation du dollar américain, elles se sont accrues de 5 %. Les charges comptables et ajustées ont augmenté en raison surtout de la hausse des frais liés au personnel en lien avec le rendement et du fait que les activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été prises en compte un mois de plus.

En comparaison du trimestre précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 56 millions de dollars et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont accrues de 65 millions à cause de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges dans le premier trimestre de l'exercice, compte non tenu du fait que les charges avaient été plus élevées au trimestre précédent à cause du caractère saisonnier des activités.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de 11,4 % d'un exercice à l'autre et, après ajustement, il s'est situé à 9,1 % d'un exercice à l'autre. Le profit net enregistré dans le trimestre à l'étude a représenté environ 3 % du levier d'exploitation avant et après ajustement.

Le ratio d'efficacité comptable s'est amélioré, passant de 64,4 % un an plus tôt à 62,5 % et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 62,6 %, comparativement à 69,4 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est amélioré, passant de 62,1 % un an plus tôt à 61,4 % et, sur la base des revenus nets, il s'est établi à 61,5 %, contre 66,8 % il y a un an. Le profit net dont il est fait mention ci-dessus a compté pour environ 1,5 % de l'amélioration qu'ont enregistrée les ratios d'efficacité comptable et ajusté.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 173 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2016 et de 4 millions en regard du quatrième trimestre de 2016, pour s'établir à 361 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 19,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 15,0 % un an plus tôt et 21,0 % au quatrième trimestre de 2016.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 378 millions de dollars, s'étant accrue de 150 millions par rapport à il y a un an et de 3 millions comparativement au quatrième trimestre de 2016. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 19,8 % pour le trimestre écoulé, contre 16,2 % à la même période il y a un an et 21,2 % au quatrième trimestre de 2016. L'augmentation des taux d'impôt avant et après ajustement au trimestre à l'étude en regard de ceux au premier trimestre de 2016 a découlé surtout de la hausse du bénéfice avant impôts et de la baisse du bénéfice tiré des titres exonérés d'impôts. Quant au recul des taux d'impôt avant et après ajustement en regard du quatrième trimestre de 2016, il a résulté surtout de la quote-part de BMO du profit à la vente de Moneris US. Sur une bic, le taux d'impôt effectif comptable du trimestre a été de 24,3 %, contre 24,6 % à la même période de l'exercice précédent et 26,3 % au quatrième trimestre de 2016. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 24,4 %, comparativement à 24,8 % à la période correspondante de l'exercice précédent et à 26,3 % au quatrième trimestre de 2016.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion du capital

### Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2017

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,1 % au 31 janvier 2017.

Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 10,1 % enregistré à la fin du quatrième trimestre en raison surtout de la diminution des actifs pondérés en fonction des risques, du montant élevé du bénéfice, des conséquences positives des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite et de l'émission d'actions. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées.

Au 31 janvier 2017, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 28,8 milliards de dollars, en hausse comparativement à 28,2 milliards au 31 octobre 2016, ce qui a découlé principalement de la hausse des résultats non distribués et de l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et par suite de l'exercice d'options sur actions, facteurs annulés en partie par l'incidence des variations des cours de change sur le cumul des autres éléments du résultat global.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 261 milliards de dollars au 31 janvier 2017, contre 278 milliards au 31 octobre 2016, ce qui reflète les avantages que procurent une gestion continue de certaines positions exposées à des risques et la mise en œuvre de mesures d'atténuation des risques, ainsi que les variations des cours de change et les changements apportés à la méthode de calcul.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,6 % et à 14,7 % au 31 janvier 2017, comparativement à 11,6 % et à 13,6 %, respectivement, au 31 octobre 2016. Ces ratios ont augmenté en raison surtout des mêmes facteurs que ceux qui ont influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et qui sont indiqués ci-dessus.

Au 31 janvier 2017, le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,2 %, ce qui est conforme à celui au 31 octobre 2016.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. La conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions de fonds propres qui sont libellés dans cette monnaie peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut contrer l'incidence des fluctuations des cours de change sur ses ratios des fonds propres, et c'est ce qu'elle a fait au premier trimestre. Toute activité de cette nature peut également influencer sur sa valeur comptable et sur son rendement des capitaux propres.

### Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié la version finale de sa ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP), laquelle doit être instaurée au premier trimestre de 2017. Ses mises à jour ont compris la modification du traitement des hypothèques résidentielles assurées, des consignes définitives en vue de la mise en œuvre du seuil de perte en cas de défaut de ralentissement, auquel doivent souscrire les banques appliquant l'approche fondée sur les notations internes (NI) aux prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, et l'application des règles régissant les placements en actions dans des fonds d'investissement. Le BSIF a également instauré la réserve de fonds propres anticyclique, laquelle doit être mise en œuvre au premier trimestre de 2017 et qui est calculée comme étant la moyenne pondérée des réserves en vigueur dans les territoires où la Banque a des expositions au risque de crédit du secteur privé. En janvier 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a émis un communiqué de presse indiquant qu'il lui faudra plus de temps pour parachever la révision du cadre Bâle III.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 76, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 110 et 111 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

## Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 3,2 millions d'actions ordinaires ont été émises par suite de l'exercice d'options sur actions et aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (RRD).

Le 28 février 2017, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,88 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ ou 5 % de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 26 mai 2017 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> mai 2017. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément au RRD.

Le 28 février 2017, BMO a annoncé son intention, sous réserve des approbations du BSIF et de la Bourse de Toronto (TSX), de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant jusqu'à 15 millions de ses actions ordinaires à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 ou vers cette date. Une fois les approbations obtenues, le programme de rachat d'actions permettra à BMO de racheter ses actions ordinaires par l'entremise de la TSX, à des fins d'annulation. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Le calendrier et le montant des rachats aux termes de ce programme sont assujettis aux approbations des organismes de réglementation et sont à la discrétion de la direction, qui fonde ses décisions sur des facteurs tels que la tenue des marchés et le niveau des fonds propres.

### Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1)

Tableau 8

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)	38 617	38 464	38 345
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 785)	(10 305)	(11 579)
<b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires</b>	<b>28 832</b>	<b>28 159</b>	<b>26 766</b>
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)	4 290	4 290	3 700
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(215)	(213)	(214)
<b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>	<b>4 075</b>	<b>4 077</b>	<b>3 486</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b>	<b>32 907</b>	<b>32 236</b>	<b>30 252</b>
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)	5 513	5 677	5 689
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(52)	(51)	(50)
<b>Fonds propres de catégorie 2</b>	<b>5 461</b>	<b>5 626</b>	<b>5 639</b>
<b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>	<b>38 368</b>	<b>37 862</b>	<b>35 891</b>
<b>Actifs pondérés en fonction des risques 5) 6) 7)</b>			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	260 795	277 562	268 071
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	261 075	277 562	268 071
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	261 299	277 562	268 071
<b>Ratios des fonds propres (%) 6)</b>			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,1	10,1	10,0
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,6	11,6	11,3
Ratio du total des fonds propres	14,7	13,6	13,4

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, 77 % et 81 %, respectivement.
- 6) Les chiffres correspondants relatifs aux ratios des fonds propres et aux actifs pondérés en fonction des risques du premier trimestre de 2016 ont été modifiés.
- 7) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Au 22 février 2017	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
<b>Actions ordinaires</b>	649
<b>Actions privilégiées de catégorie B</b>	
Série 14	250 \$
Série 15	250 \$
Série 16	157 \$
Série 17	143 \$
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
<b>Billets à moyen terme</b>	
Série H – tranche 1 1)	1 000 \$
Série H – tranche 2 1)	1 000 \$
Série I – tranche 1 1)	1 250 \$
<b>Options sur actions</b>	
Droits acquis	6,1
Droits non acquis	3,0

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 173 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

La note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 174 du Rapport annuel pour 2016 de BMO, traitent en détail du capital social.

### Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le premier trimestre de 2017.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

#### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 212	2 200	2 134
Revenus autres que d'intérêts	904	803	731
Total des revenus (bic)	3 116	3 003	2 865
Dotation à la provision pour pertes sur créances	178	189	205
Charges autres que d'intérêts	1 640	1 625	1 603
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 298	1 189	1 057
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	295	313	277
Bénéfice net comptable	1 003	876	780
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	13	13	14
Bénéfice net ajusté	1 016	889	794
Croissance du bénéfice net (%)	28,6	13,7	12,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	28,0	13,2	11,8
Croissance des revenus (%)	8,8	12,5	15,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,3	9,0	14,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,4	9,2	14,9
Rendement des capitaux propres (%)	18,3	16,8	15,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	18,5	17,1	15,3
Levier d'exploitation (%) (bic)	6,5	3,5	0,3
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	6,4	3,3	0,1
Ratio d'efficacité (%) (bic)	52,6	54,1	56,0
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	52,1	53,5	55,3
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	2,89	2,88	2,91
Actif productif moyen	303 158	303 882	292 020
Solde moyen net des prêts et acceptations	304 030	303 865	290 956
Solde moyen des dépôts	239 326	235 399	228 660

1) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars au premier trimestre de 2017, de 18 millions au quatrième trimestre de 2016 et de 19 millions au premier trimestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net global des Services bancaires PE a augmenté de 29 % pour se situer à 1 003 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 1 016 millions, ce qui représente une hausse de 28 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts	1 303	1 299	1 254
Revenus autres que d'intérêts	676	503	471
Total des revenus	1 979	1 802	1 725
Dotations à la provision pour pertes sur créances	118	123	140
Charges autres que d'intérêts	901	886	872
Bénéfice avant impôts sur le résultat	960	793	713
Charge d'impôts sur le résultat	217	205	184
Bénéfice net comptable	743	588	529
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	1	-	1
Bénéfice net ajusté	744	588	530
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 171	1 182	1 129
Revenus des services bancaires aux entreprises	808	620	596
Croissance du bénéfice net (%)	40,5	5,0	5,4
Croissance des revenus (%)	14,7	5,4	6,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,2	4,5	4,4
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,2	4,6	4,4
Levier d'exploitation (%)	11,5	0,9	1,6
Levier d'exploitation ajusté (%)	11,5	0,8	1,6
Ratio d'efficacité (%)	45,5	49,2	50,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,51	2,53	2,55
Actif productif moyen	205 676	203 876	195 880
Solde moyen net des prêts et acceptations	212 692	210 715	201 656
Solde moyen des dépôts	150 136	145 989	139 456

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au premier trimestre de 2017, au quatrième trimestre de 2016 et au premier trimestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable de PE Canada, soit 743 millions de dollars, et son bénéfice net ajusté, à savoir 744 millions, ont tous deux augmenté de 214 millions, ou de 40 %, sur un an, ces résultats tenant compte d'un profit après impôts de 168 millions (profit avant impôts de 187 millions) à la vente de Moneris US. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les revenus se sont améliorés de 254 millions, ou de 15 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce au profit sur cette vente et à la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts, facteurs atténués par le recul de la marge nette d'intérêts. Le profit précité a généré quelque 31 % de la hausse du bénéfice net et 11 % de celle des revenus.

La marge nette d'intérêts a été de 2,51 %, ce qui représente une baisse de 4 points de base qui a résulté essentiellement de la faiblesse des taux d'intérêt, faiblesse qui a été contrebalancée en partie par l'essor des produits qui génèrent des marges plus élevées, dont les dépôts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 42 millions de dollars, ou de 4 %, ce qui témoigne de la croissance des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul de la marge nette d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 212 millions de dollars, ou de 35 % grâce au profit sur la vente et à l'augmentation des soldes de la plupart des produits, ce qui a été atténué par la contraction de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, pour s'établir à 118 millions, par suite de la baisse de celles relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 29 millions, ou de 3 %, ce qui reflète des investissements continus dans les activités ainsi que la rigueur avec laquelle elles sont toujours gérées. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation a été de 11,5 %, pourcentage dont une tranche de 10,8 % est imputable au profit sur la vente.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 11,0 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à il y a un an. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, s'est renforcé de 4 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 9 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 10,7 milliards, ou de 8 %. Les soldes des dépôts des particuliers ont affiché une hausse de 8 % en raison surtout de la croissance des dépôts à terme et des comptes de chèques, et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 6 %.

### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux augmenté de 26 % en regard du trimestre précédent. Les revenus ont progressé de 177 millions de dollars, ou de 10 %, grâce au profit sur la vente, l'incidence favorable de l'essor des soldes de la plupart des produits ayant été neutralisée par le recul des revenus autres que d'intérêts et de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,51 %, ayant diminué de 2 points de base, ce qui est essentiellement imputable à la faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont affaiblis de 11 millions de dollars puisque la hausse des soldes de la plupart des produits a été plus qu'annulée par la contraction de la marge nette d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 188 millions de dollars, en raison du profit sur la vente, la hausse des soldes de la plupart des produits ayant été annulée en grande partie par la contraction de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 5 millions de dollars en raison surtout de la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 15 millions, ou de 2 %, et ce, à cause de

l'accroissement des frais liés au personnel, dont la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 2,0 milliards de dollars, ou de 1 %, et le solde moyen des dépôts s'est accru de 4,1 milliards, ou de 3 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)**

**Tableau 12**

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	684	682	639
Revenus autres que d'intérêts	172	227	189
Total des revenus (bic)	856	909	828
Dotation à la provision pour pertes sur créances	45	50	47
Charges autres que d'intérêts	556	559	531
Bénéfice avant impôts sur le résultat	255	300	250
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	59	83	68
Bénéfice net comptable	196	217	182
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	9	9	9
Bénéfice net ajusté	205	226	191
Croissance du bénéfice net (%)	7,6	36,6	12,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	7,0	33,7	10,6
Croissance des revenus (%)	3,4	24,9	14,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,7	14,7	12,7
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,0	15,3	13,4
Levier d'exploitation (%) (bic)	(1,3)	10,2	1,6
Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)	(1,6)	9,6	0,9
Ratio d'efficacité (%) (bic)	65,0	61,6	64,2
Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)	63,6	60,1	62,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	3,70	3,58	3,64
Actif productif moyen	73 349	75 666	69 917
Solde moyen net des prêts et acceptations	68 726	70 478	64 937
Solde moyen des dépôts	67 113	67 660	64 931
(équivalents en millions de dollars canadiens)			
Revenus nets d'intérêts (bic)	909	901	880
Revenus autres que d'intérêts	228	300	260
Total des revenus (bic)	1 137	1 201	1 140
Dotation à la provision pour pertes sur créances	60	66	65
Charges autres que d'intérêts	739	739	731
Bénéfice avant impôts sur le résultat	338	396	344
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	78	108	93
Bénéfice net comptable	260	288	251
Bénéfice net ajusté	272	301	264
Croissance du bénéfice net (%)	3,6	37,0	29,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	3,1	34,1	27,7
Croissance des revenus (%)	(0,2)	25,2	31,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	1,1	14,9	30,1
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	1,4	15,5	30,9
Actif productif moyen	97 482	100 006	96 140
Solde moyen net des prêts et acceptations	91 338	93 150	89 300
Solde moyen des dépôts	89 190	89 410	89 204

1) Les montants avant impôts de 12 millions de dollars américains au premier trimestre de 2017 et de 13 millions de dollars américains au quatrième trimestre et au premier trimestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016**

Le bénéfice net comptable a atteint 260 millions de dollars, ayant augmenté de 9 millions, ou de 4 %. Après ajustement, il s'est dégagé à 272 millions, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, ce qui représente une hausse de 8 millions, ou de 3 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net s'est dégagé à 196 millions de dollars, dépassant ainsi de 14 millions, ou de 8 %, celui constaté un an plus tôt. Après ajustement, il a été de 205 millions, pour une hausse de 14 millions, ou de 7 %, hausse résultant de la progression des revenus tirés des dépôts, de l'élargissement des volumes de prêts et d'un meilleur taux d'impôt. Les résultats incluent une perte après impôts de 27 millions (perte avant impôts de 43 millions) subie à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects. Les revenus ont totalisé 856 millions, ayant augmenté de 28 millions, ou de 3 %, car ils ont bénéficié de l'inclusion, pour un mois de plus, des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises, ainsi que de la hausse des revenus provenant des dépôts et de l'élargissement de volumes de prêts. Ces facteurs ont été atténués par la perte subie à la vente de prêts et par la compression des marges sur les prêts. La vente de prêts a retranché quelque 15 % de la croissance du bénéfice net comptable (14 % de celle du bénéfice net ajusté) et 5 % de l'essor des revenus. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 6 points de base, pour s'établir à 3,70 %, à la faveur de l'accroissement des volumes de dépôts et des marges sur ceux-ci et de l'incidence favorable de la réduction des actifs dégageant de faibles marges par suite de la vente de prêts et de la diminution des titres, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 45 millions de dollars, ayant fléchi de 2 millions en raison de la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux particuliers, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de la dotation liée au portefeuille de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 556 millions et, après ajustement, elles ont été de 544 millions, ce qui signale dans les deux cas une hausse de 5 %, laquelle a découlé surtout de l'inclusion, pour un mois de plus, des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises. D'un exercice à l'autre, le levier d'exploitation comptable a été de -1,3 % et, après ajustement, il a été de -1,6 %. La vente de prêts a eu une incidence négative de 5,2 % sur le levier d'exploitation comptable et de 5,3 % sur celui ajusté.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 3,8 milliards de dollars, ou de 6 %, sur un an, pour s'établir à 68,7 milliards, ce qui est imputable à une forte croissance interne des prêts aux entreprises, à savoir 14 %, et au fait que les activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été prises en compte un mois de plus. Ces facteurs ont été atténués par le recul des volumes de prêts aux particuliers, ce qui englobe les répercussions qu'a eues la vente de prêts.

À 67,1 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts s'est renforcé de 2,2 milliards, ou de 3 %, en regard de la même période un an plus tôt, grâce à l'accroissement des volumes de tous les produits de dépôt des particuliers, ce qui a été neutralisé en partie par la contraction des volumes de dépôts des entreprises.

### **Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016**

Le bénéfice net comptable a fléchi de 28 millions de dollars, ou de 10 %, en regard du trimestre précédent et, après ajustement, sa baisse a été de 29 millions, ou de 10 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Tant le bénéfice net comptable que celui ajusté se sont repliés de 21 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, à cause de la perte subie sur la vente de prêts, facteur qui a été atténué par une dotation à la provision pour pertes sur créances moins élevée et un meilleur taux d'impôt. Les revenus ont baissé de 53 millions, ou de 6 %, en regard du trimestre précédent à cause surtout de cette vente puisque le recul des revenus tirés des prêts a été neutralisé en grande partie par la hausse de ceux générés par les dépôts. La vente de prêts a retranché environ 12 % de la hausse du bénéfice net comptable et ajusté et 5 % de celle des revenus. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 12 points de base comparativement au trimestre précédent, ce qui a résulté de l'incidence favorable de la réduction des actifs dégageant de faibles marges par suite de la vente ainsi que de l'accroissement des volumes de dépôts et des marges sur ceux-ci, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 5 millions de dollars grâce à la baisse de celle relative au portefeuille de prêts aux entreprises, ce qui a été atténué par la hausse de celle constatée à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers.

Les charges autres que d'intérêts ont baissé de 3 millions de dollars et, après ajustement, elles ont reculé de 2 millions.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a régressé de 1,8 milliard de dollars, ou de 2 %, ce qui s'explique surtout par la vente de prêts. Le solde moyen des dépôts s'est affaibli de 0,5 milliard, ou de 1 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts	167	162	149
Revenus autres que d'intérêts	1 045	1 120	1 288
Total des revenus	1 212	1 282	1 437
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	79	366
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 208	1 203	1 071
Dotations à la provision pour pertes sur créances	2	1	2
Charges autres que d'intérêts	854	833	878
Bénéfice avant impôts sur le résultat	352	369	191
Charge d'impôts sur le résultat	86	90	44
Bénéfice net comptable	266	279	147
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	7	9
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	15	16	19
Bénéfice net ajusté	281	302	175
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	162	201	125
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	177	224	153
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	104	78	22
Croissance du bénéfice net (%)	80,7	15,0	(6,9)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	60,0	11,4	(4,9)
Croissance des revenus (%)	(15,7)	(12,0)	(19,3)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	12,8	0,9	3,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(2,7)	(2,5)	5,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(0,7)	(1,8)	6,0
Rendement des capitaux propres (%)	16,8	18,1	9,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	17,8	19,6	11,3
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	15,5	3,4	(2,4)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	13,5	2,7	(2,5)
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	70,7	69,2	81,9
Ratio d'efficacité ajusté (%)	68,9	62,7	58,5
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	69,1	66,8	78,5
Actifs sous gestion et sous administration	865 307	875 389	863 623
Actif productif moyen	27 054	26 808	25 555
Solde moyen net des prêts et acceptations	17 459	16 952	16 206
Solde moyen des dépôts	32 197	30 905	28 911

#### États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	158	196	176
Charges autres que d'intérêts	136	139	151
Bénéfice net comptable	17	41	20
Bénéfice net ajusté	20	45	24
Actif productif moyen	3 278	3 405	3 432
Solde moyen net des prêts et acceptations	3 217	3 207	3 147
Solde moyen des dépôts	5 660	5 484	5 820

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de néant au premier trimestre de 2017, de 10 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016 et de 12 millions au premier trimestre de 2016 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 19 millions de dollars au premier trimestre de 2017 et au quatrième trimestre de 2016 et de 24 millions au premier trimestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable a été de 266 millions de dollars, ayant progressé de 119 millions, ou de 81 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions, s'est chiffré à 281 millions, ayant bondi de 106 millions, ou de 60 %, en regard d'il y a un. À 162 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 37 millions, ou de 30 % sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 177 millions, en hausse de 24 millions, ou de 16 %, ce qui reflète l'amélioration de la conjoncture de marché et la croissance de la plupart des activités. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 104 millions, ce qui est exceptionnellement élevé et signale une hausse de 82 millions en regard du premier trimestre de 2016. Cette hausse a découlé surtout de variations favorables des marchés dans le trimestre à l'étude, comparativement à des fluctuations défavorables un an plus tôt, et de l'essor des activités. Déduction faite des SCVPI, le levier d'exploitation comptable a été de 15,5 % et, après ajustement, il s'est situé à 13,5 %.

Les revenus se sont établis à 1 212 millions de dollars, comparativement à 1 437 millions il y a un an. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 137 millions, soit de 13 %, pour se situer à 1 208 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 040 millions, ayant augmenté de 33 millions, ou de 3 %, du fait de l'amélioration des marchés boursiers canadiens et américains et de l'essor des activités, facteurs atténués par l'incidence de la moins-value de la livre sterling et par le recul des revenus par suite de désinvestissements l'exercice précédent. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 168 millions, ce qui représente 104 millions de plus qu'il y a un an et a résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 854 millions de dollars, en baisse de 24 millions, ou de 3 %. Après ajustement, elles ont totalisé 835 millions, ayant reculé de 7 millions, ou de 1 %, et ce, en raison des répercussions de la dépréciation de la livre sterling et des désinvestissements ainsi que de la gestion continue des charges, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse de celles liées aux revenus.

À 865 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 2 milliards, l'appréciation des marchés boursiers ayant été annulée par des fluctuations défavorables des cours de change. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses de 8 % et de 11 %, respectivement, car nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

#### **Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016**

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 266 millions de dollars, comparativement à 279 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 281 millions, contre 302 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a fléchi de 39 millions, ou de 19 %, et, après ajustement, il a reculé de 47 millions, ou de 21 %, étant donné que celui du trimestre précédent englobait un profit sur la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres et que celui du trimestre à l'étude tient compte de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice. Le bénéfice net des activités d'assurance a augmenté de 26 millions en raison surtout des répercussions favorables qu'a eues l'évolution des marchés.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 5 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont affaiblis de 27 millions, ou de 2 %, en raison du fait qu'un profit à la vente d'un placement dans des titres de capitaux propres avait été constaté au trimestre précédent. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'essor que les activités ont enregistré dans le trimestre à l'étude. Les revenus nets d'assurance ont été de 168 millions, ayant augmenté de 32 millions en raison des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 21 millions de dollars, ou de 3 %, et après ajustement, elles ont accusé une hausse de 31 millions, ou de 4 %, et ce, en raison surtout de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont repliés de 10 milliards de dollars, ou de 1 %, à cause des fluctuations défavorables des cours de change, ce qui a été compensé en partie par l'appréciation des marchés boursiers. D'un trimestre à l'autre, les prêts et les dépôts ont affiché une croissance de 3 % et de 4 %, respectivement.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de la Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts (bic)	348	339	422
Revenus autres que d'intérêts	880	840	593
Total des revenus (bic)	1 228	1 179	1 015
Dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(4)	(8)	8
Charges autres que d'intérêts	722	660	661
Bénéfice avant impôts sur le résultat	510	527	346
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	134	135	89
Bénéfice net comptable	376	392	257
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	-	-
Bénéfice net ajusté	376	392	257
Revenus du secteur Produits de négociation	779	659	589
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	449	520	426
Croissance du bénéfice net (%)	46,3	66,1	18,9
Croissance des revenus (%)	20,9	26,8	11,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	9,3	6,1	6,3
Rendement des capitaux propres (%)	17,7	20,5	13,1
Levier d'exploitation (%) (bic)	11,6	20,7	4,9
Ratio d'efficacité (%) (bic)	58,8	56,0	65,1
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)	0,51	0,53	0,65
Actif productif moyen	269 751	253 963	257 807
Actif moyen	311 654	299 085	312 625
Solde moyen net des prêts et acceptations	50 257	48 117	44 043
Solde moyen des dépôts	150 424	151 507	155 964
<b>États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)</b>			
Total des revenus (bic)	347	320	267
Charges autres que d'intérêts	227	223	215
Bénéfice net comptable	88	70	32
Actif productif moyen	84 871	80 739	78 658
Actif moyen	90 682	87 654	86 589
Solde moyen net des prêts et acceptations	15 553	15 768	13 749
Solde moyen des dépôts	47 412	50 614	55 769

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars au premier trimestre de 2017 et de néant au quatrième trimestre et au premier trimestre de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, se sont tous deux chiffrés à 376 millions de dollars, en hausse de 119 millions, ou de 46 %, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. L'excellent rendement au chapitre des revenus, et ce, plus particulièrement de ceux du secteur Produits de négociation, a été contrebalancé en partie par la hausse des charges autres que d'intérêts, hausse concordant avec la performance. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 17,7 %, comparativement à 13,1 % un an plus tôt, ce qui a résulté de la progression du bénéfice net.

Les revenus ont augmenté de 213 millions de dollars, ou de 21 %, à la faveur des résultats fort solides du secteur Produits de négociation, lequel a bénéficié de l'intensification des activités menées pour les clients et de la meilleure tenue des marchés, et de la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, les activités de banque d'affaires ayant été plus soutenues.

Des recouvrements nets de pertes sur créances de 4 millions de dollars ont été constatés du fait de plusieurs recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, alors qu'une dotation nette de 8 millions l'avait été un an plus tôt. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 61 millions, ou de 9 %, en raison surtout de celle des frais liés au personnel en lien avec la performance. Le levier d'exploitation s'est situé à 11,6 % et a bénéficié de notre modèle d'entreprise, lequel est fort diversifié.

#### Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016

Avant et après ajustement, le bénéfice net s'est replié de 16 millions de dollars, ou de 4 %, en regard du trimestre précédent puisque la progression des revenus a été plus qu'annulée par la hausse des frais liés au personnel.

Les revenus ont augmenté de 49 millions de dollars, ou de 4 %, car l'amélioration de ceux du secteur Produits de négociation a été quelque peu neutralisée par la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés. Cette baisse est essentiellement imputable au ralentissement des activités de consultation en fusions et acquisitions, activités qui avaient été très soutenues au trimestre précédent.

Les recouvrements nets de pertes sur créances ont reculé de 4 millions de dollars en regard du trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 62 millions, ou de 9 %, à cause surtout de la hausse des frais liés au personnel, ce qui englobe la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, rémunération qui est toujours passée en charges au premier trimestre de l'exercice.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Services d'entreprise**
**Tableau 15**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T1-2016
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(80)	(79)	(65)
Compensation sur une bic des groupes	(117)	(124)	(160)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(197)	(203)	(225)
Revenus autres que d'intérêts	46	17	(17)
Total des revenus (bic)	(151)	(186)	(242)
Recouvrement de pertes sur créances	(3)	(8)	(32)
Charges autres que d'intérêts	163	205	128
Perte avant impôts sur le résultat	(311)	(383)	(338)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(154)	(181)	(222)
Perte nette comptable	(157)	(202)	(116)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	14	14	6
Ajustement comptable cumulatif 2)	-	-	62
Perte nette ajustée	(143)	(188)	(48)
<b>Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise</b>			
Prêts immobiliers douteux	(1)	(2)	(3)
Intérêts sur les prêts douteux	-	-	-
Prêts douteux acquis	(2)	(6)	(29)
Prêts productifs acquis	-	-	-
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(3)	(8)	(32)
Solde moyen des prêts et acceptations	78	82	137
Prêts et acceptations à la clôture de la période	74	80	100
<b>États-Unis - Principales données financières (en millions de dollars américains)</b>			
Total des revenus (bic)	(33)	(30)	(34)
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(17)	12	(67)
Charges autres que d'intérêts	58	66	31
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	(17)	(27)	(1)
Perte nette comptable	(57)	(81)	3
Total des revenus ajustés (bic)	(33)	(30)	(34)
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement	(2)	(7)	(23)
Charges autres que d'intérêts ajustées	43	52	24
Perte nette ajustée	(57)	(61)	(20)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les secteurs experts, dont le groupe Technologie et opérations (T&O). Les secteurs experts offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'approvisionnement.

Les coûts associés aux services fournis par les secteurs experts sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les ajustements à la provision générale pour pertes sur créances.

**Comparaison du premier trimestre de 2017 et du premier trimestre de 2016**

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 157 millions de dollars pour le premier trimestre de 2017, comparativement à 116 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 143 millions pour le trimestre, contre 48 millions un an auparavant. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions, et ceux du premier trimestre de 2016 excluent également un ajustement comptable cumulatif négatif. Les résultats ajustés ont fléchi étant donné que les revenus non établis sur une bic ont baissé comparativement à ceux exceptionnellement élevés un an plus tôt, que les recouvrements de pertes sur créances ont reculé et que les charges ont augmenté. Les résultats comptables ont été touchés par ces mêmes facteurs ainsi que par le fait que l'ajustement comptable cumulatif négatif avait été inscrit dans les revenus comptables un an plus tôt.

**Comparaison du premier trimestre de 2017 et du quatrième trimestre de 2016**

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 157 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 202 millions au trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 143 millions, en regard de 188 millions au quatrième trimestre de 2016. Les résultats ajustés des deux périodes ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats comptables et ajustés des Services d'entreprise se sont améliorés en raison surtout de la diminution des charges, lesquelles avaient été exceptionnellement élevées au trimestre précédent, ainsi que de la progression des revenus liés à la trésorerie.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

Tableau 16

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2017	T4-2016	T3-2016	T2-2016	T1-2016	T4-2015	T3-2015	T2-2015
Revenus	5 405	5 278	5 633	5 101	5 075	4 982	4 826	4 526
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	79	691	407	366	265	218	24
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 401	5 199	4 942	4 694	4 709	4 717	4 608	4 502
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	173	174	257	201	183	128	160	161
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges autres que d'intérêts	3 379	3 323	3 092	3 312	3 270	3 093	2 971	3 112
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 849	1 702	1 593	1 181	1 256	1 496	1 477	1 229
Charge d'impôts sur le résultat	361	357	348	208	188	282	285	230
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 488	1 345	1 245	973	1 068	1 214	1 192	999
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	14	21	19	16	15	17	6	10
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	28	29	31	31	33	33	32	31
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	62	-	-	-
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	132	-	-	-	106
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 530	1 395	1 295	1 152	1 178	1 264	1 230	1 146
Bénéfice de base par action (\$)	2,23	2,03	1,87	1,46	1,59	1,83	1,81	1,49
Bénéfice dilué par action (\$)	2,22	2,02	1,86	1,45	1,58	1,83	1,80	1,49
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,28	2,10	1,94	1,73	1,75	1,90	1,86	1,71
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	1,55	1,57	1,58	1,61	1,58	1,53	1,52	1,48
Dotation à la provision pour pertes sur créances en % du solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,19	0,29	0,23	0,21	0,15	0,20	0,20
Taux d'impôt effectif (%)	19,5	21,0	21,9	17,6	15,0	18,8	19,3	18,8
Taux d'impôt effectif ajusté (%)	19,8	21,2	22,0	19,6	16,2	18,9	19,4	19,8
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain	1,33	1,32	1,30	1,30	1,37	1,32	1,27	1,24
Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation								
Bénéfice net comptable de PE Canada	743	588	560	525	529	560	555	485
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	-	1	-	1	1	1	1
Bénéfice net ajusté de PE Canada	744	588	561	525	530	561	556	486
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	260	288	278	268	251	210	224	210
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	12	13	12	12	13	14	13	13
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	272	301	290	280	264	224	237	223
Bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine	266	279	201	134	147	243	209	238
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	7	9	5	9	11	6	10
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	15	16	17	19	19	17	17	17
Bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine	281	302	227	158	175	271	232	265
Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux	376	392	317	287	257	236	267	290
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	-	1	-	-	1	1	-
Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux	376	392	318	287	257	237	268	290
Bénéfice net comptable des Services d'entreprise	(157)	(202)	(111)	(241)	(116)	(35)	(63)	(224)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	14	14	10	11	6	6	-	-
Ajustement comptable cumulatif 3)	-	-	-	-	62	-	-	-
Coûts de restructuration 4)	-	-	-	132	-	-	-	106
Bénéfice net ajusté de Services d'entreprise	(143)	(188)	(101)	(98)	(48)	(29)	(63)	(118)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les montants de la Gestion de patrimoine sont les suivants : néant au premier trimestre de 2017, 10 millions de dollars au quatrième et troisième trimestres de 2016, 6 millions au deuxième trimestre de 2016, 12 millions au premier trimestre de 2016, 13 millions au quatrième trimestre de 2015, 9 millions au troisième trimestre de 2015 et 11 millions au deuxième trimestre de 2015. Les montants des Services d'entreprise sont les suivants : 22 millions au premier trimestre de 2017, 21 millions au quatrième trimestre de 2016, 17 millions au troisième trimestre de 2016, 18 millions au deuxième trimestre de 2016, 10 millions au premier trimestre de 2016, 7 millions au quatrième trimestre de 2015 et néant au troisième et deuxième trimestres de 2015.

2) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation. Les montants relatifs à PE Canada s'établissent comme suit : 1 million de dollars au premier trimestre de 2017 et aux quatrième et troisième trimestres de 2016, néant au deuxième trimestre de 2016, 1 million au premier trimestre de 2016, 2 millions au quatrième trimestre de 2015 et 1 million aux troisième et deuxième trimestres de 2015. Les montants de PE États-Unis sont les suivants : 16 millions au premier trimestre de 2017, 17 millions au quatrième trimestre de 2016, 16 millions au troisième trimestre de 2016, 17 millions au deuxième trimestre de 2016, 18 millions au premier trimestre de 2016 et au quatrième trimestre de 2015, 16 millions au troisième trimestre de 2015 et 17 millions au deuxième trimestre de 2015. Les montants de la Gestion de patrimoine s'établissent comme suit : 19 millions au premier trimestre de 2017 et au quatrième trimestre de 2016, 22 millions au troisième trimestre de 2016, 23 millions au deuxième trimestre de 2016, 24 millions au premier trimestre de 2016 et 22 millions au quatrième, troisième et deuxième trimestres de 2015. Pour ce qui est des montants de BMO Marchés des capitaux, ils sont les suivants : 1 million au premier trimestre de 2017, néant au quatrième trimestre de 2016, 1 million au troisième trimestre de 2016, néant au deuxième et premier trimestres de 2016, 1 million au quatrième et troisième trimestres de 2015 et néant au deuxième trimestre de 2015.

3) Il s'agit d'un ajustement comptable cumulatif qui a été comptabilisé sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts en lien avec la conversion des monnaies étrangères et qui a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

4) Les charges de restructuration avant impôts comprises dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise s'élevaient à 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 et à 149 millions au deuxième trimestre de 2015.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2016. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de 2015 et le premier trimestre de 2017, inclusivement.

## Tendances relatives au bénéfice

Si ce n'est de l'incidence que des marchés financiers moins favorables ont eue sur BMO Marchés des capitaux et des répercussions du recul des marchés boursiers sur la Gestion de patrimoine dans la première moitié de 2016 ainsi que de la réduction de valeur d'un placement au deuxième trimestre de 2016, les résultats comptables et ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse dans les huit derniers trimestres. Les résultats comptables ont également été touchés par un ajustement comptable cumulatif constaté au premier trimestre de 2016 et par une charge de restructuration au deuxième trimestre de ce même exercice. Au cours de chacun des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète une bonne augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Les résultats de PE Canada au premier trimestre de 2017 tiennent compte d'un profit après impôts de 168 millions de dollars réalisé à la vente de Moneris US. Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés en 2015 grâce à la progression du bilan et à une gestion rigoureuse des charges. La croissance enregistrée en 2016 reflète en grande partie les résultats des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ainsi que la croissance interne des revenus et une bonne gestion des charges. Pour le premier trimestre de 2017, les résultats de PE États-Unis rendent compte de la hausse des revenus tirés des dépôts et de l'élargissement des volumes de prêts, et tiennent compte d'une perte après impôts de 35 millions à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects. Le repli des marchés boursiers a nuï aux résultats de la Gestion de patrimoine dans le premier semestre de 2016, mais ceux-ci se sont améliorés dans le second ainsi qu'en 2017. Les résultats du quatrième trimestre de 2015 ont bénéficié d'un profit à la vente de l'unité de services de retraite de BMO aux États-Unis. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. Les résultats de BMO Marchés des capitaux ont affiché une bonne progression, s'améliorant en 2015 malgré un ralentissement des activités sur certains marchés au quatrième trimestre de 2015, et ayant été fort solides en 2016 ainsi que dans le premier trimestre de 2017. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et sont touchés notamment par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis, variabilité qui a diminué au fil du temps en raison de la liquidation de ce portefeuille.

Exprimée en pourcentage du solde des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a, en général, été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. Après avoir enregistré une augmentation aux deuxième et troisième trimestres de 2016 en raison surtout de la hausse des dotations en lien avec le secteur pétrolier et gazier, la dotation a fléchi dans les deux derniers trimestres grâce à la diminution des nouvelles dotations à la provision spécifique.

Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du bénéfice généré dans chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Bilan

Au 31 janvier 2017, le total des actifs atteignait 692,4 milliards de dollars, ayant augmenté de 4,4 milliards en regard de celui du 31 octobre 2016. La moins-value du dollar américain a causé une baisse de 8,7 milliards, dont 4,2 milliards ont trait à des prêts, compte non tenu de l'incidence de ce facteur sur les actifs financiers dérivés. Ces actifs ont régressé de 9,0 milliards et les passifs financiers dérivés ont fléchi de 6,5 milliards en raison de la diminution de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et des contrats de change.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des variations causées par le repli du dollar américain. Les titres pris en pension ou empruntés se sont accrus de 13,1 milliards de dollars, ce qui s'explique par les activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont augmenté de 5,1 milliards en raison surtout de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les valeurs mobilières ont augmenté de 3,6 milliards, et ce, en raison principalement de l'accroissement des titres de négociation de BMO Marchés des capitaux. Les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, se sont accrus de 1,5 milliard. Les hausses indiquées ci-dessus ont été contrebalancées en partie par une baisse de 1,2 milliard du solde net des prêts, puisque l'essor des prêts aux entreprises et aux administrations publiques ainsi que des prêts hypothécaires à l'habitation a été plus qu'annulé par la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis, lequel est inclus dans les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers.

Les passifs se sont alourdis de 4,3 milliards de dollars en regard de ceux du 31 octobre 2016. La moins-value du dollar américain les a réduits de 8,3 milliards, exclusion faite de son incidence sur les passifs financiers dérivés. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, les passifs financiers dérivés ont affiché une baisse de 6,5 milliards.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des variations causées par la dépréciation du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 13,6 milliards de dollars en raison des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrus de 10,5 milliards, ce qui reflète la progression des dépôts de gros et de ceux des clients, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ayant monté de 10,8 milliards et ceux des particuliers ayant progressé de 2,7 milliards, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse de 3,0 milliards des dépôts d'autres banques. Quant aux acceptations, elles ont augmenté de 0,6 milliard. Les hausses indiquées ci-dessus ont été annulées en partie par des baisses de 2,9 milliards des titres vendus à découvert et de 2,6 milliards des autres passifs.

Le total des capitaux propres s'est renforcé de 0,2 milliard de dollars en regard de celui du 31 octobre 2016, ce qui a découlé de hausses de 0,9 milliard des résultats non distribués et de 0,3 milliard des actions ordinaires, hausses contrebalancées en partie par une diminution de 1,0 milliard du cumul des autres éléments du résultat global. Cette diminution a résulté surtout du fait que, compte non tenu de l'incidence des couvertures, un cumul des autres éléments du résultat global à la conversion de l'investissement net dans des établissements à l'étranger a reculé de 0,7 milliard, et ce, essentiellement à cause du repli du dollar américain.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2016 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 201 du Rapport annuel 2016 de BMO.

### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 78 de son Rapport annuel pour 2016. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017.

### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Notre Rapport de gestion pour 2016 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 145 à 147 du Rapport annuel 2016 de BMO.

### **Modifications futures de méthodes comptables**

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les pages 115 à 117 du Rapport annuel pour 2016 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport, ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 janvier 2017 renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir. La norme la plus importante qu'il lui faudra adopter est l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), ce qu'elle devra faire en date du 1<sup>er</sup> novembre 2017. L'incidence de cette norme et l'approche utilisée pour la mettre en œuvre sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 janvier 2017. L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 77 et 78 du Rapport annuel pour 2016 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2016.

## Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN)

En mars 2013, le BSIF a émis des lignes directrices désignant les six plus grandes banques canadiennes, dont BMO, comme étant des banques d'importance systémique nationale. Actuellement, aucune banque canadienne n'est désignée comme une banque d'importance systémique mondiale (BISM).

En tant que BISN, le BSIF exige que nous présentions annuellement les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des BISM. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le CBCB a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent rapport.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de la consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les actifs sous garde ont augmenté en raison de l'essor de notre portefeuille de dépôt de ces actifs en dollars américains et des nouvelles émissions. Les activités de paiement se sont intensifiées grâce à la hausse du nombre de transactions en dollars américains.

### Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique nationale (BISN) (en millions de dollars canadiens)

Tableau 17

Au 31 octobre

Section	Indicateurs	2016	2015
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	291 485	286 603
	2. Engagements transfrontières	262 884	275 723
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	762 779	707 965
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	120 153	126 519
	5. Passifs dans le système financier	64 217	64 631
	6. Encours de titres	210 910	212 045
D. Substituabilité / Infrastructure financière	7. Activités de paiement 1)	28 158 089	25 665 129
	8. Actifs sous conservation	184 887	149 645
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	49 176	46 229
E. Complexité	10. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	4 259 557	4 389 302
	11. Titres détenus à des fins de négociation et disponibles à la vente	38 176	23 643
	12. Actifs de niveau 3	1 872	1 964

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire.

### Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer. Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 100 et 110 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

## Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché et de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

## Risque de marché

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 18 ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017				Au 31 octobre 2016				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 079	-	34 079	-	31 653	-	31 653	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 888	-	5 888	-	4 449	258	4 191	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières									
Titres de négociation	87 544	79 541	8 003	-	84 458	76 297	8 161	-	Taux d'intérêt, écart de taux, actions
Titres disponibles à la vente	54 358	-	54 358	-	55 663	-	55 663	-	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 982	-	8 982	-	8 965	-	8 965	-	Taux d'intérêt
Titres divers	895	-	895	-	899	-	899	-	Actions
Titres pris en pension ou empruntés	78 753	-	78 753	-	66 646	-	66 646	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	353 388	-	353 388	-	358 730	-	358 730	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	30 161	28 764	1 397	-	39 183	37 571	1 612	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	13 588	-	13 588	-	13 021	-	13 021	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	24 748	-	9 568	15 180	24 268	-	9 149	15 119	Taux d'intérêt
<b>Total des actifs</b>	<b>692 384</b>	<b>108 305</b>	<b>568 899</b>	<b>15 180</b>	<b>687 935</b>	<b>114 126</b>	<b>558 690</b>	<b>15 119</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>									
Dépôts	476 949	11 799	465 150	-	473 372	11 604	461 768	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	31 770	29 239	2 531	-	38 227	36 132	2 095	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	13 588	-	13 588	-	13 021	-	13 021	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	21 965	21 965	-	-	25 106	25 106	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	53 500	-	53 500	-	40 718	-	40 718	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	47 761	-	47 427	334	50 724	-	50 401	323	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	4 370	-	4 370	-	4 439	-	4 439	-	Taux d'intérêt
<b>Total des passifs</b>	<b>649 903</b>	<b>63 003</b>	<b>586 566</b>	<b>334</b>	<b>645 607</b>	<b>72 842</b>	<b>572 442</b>	<b>323</b>	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ou qui sont des titres disponibles à la vente.

### Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué d'un trimestre à l'autre en raison surtout de la réduction des expositions aux taux d'intérêt et aux cours de change ainsi que des récentes conséquences de l'utilisation de données historiques moins volatiles aux fins du calcul de la VaR. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de l'effet de diversification. Toujours d'un trimestre à l'autre, le total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a lui aussi baissé grâce essentiellement à une moins grande exposition aux actions.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte de l'incidence d'une hausse de la valeur de marché des prêts à taux fixe et des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés. L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a augmenté en regard du 31 octobre 2016 en raison surtout du fait que les taux des dépôts sont modélisés de sorte à être plus sensibles à des taux plus élevés, les taux du marché ayant augmenté pendant le trimestre. En regard du 31 octobre 2016, l'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une diminution des taux a augmenté étant donné que ceux-ci peuvent désormais afficher de plus fortes baisses. La sensibilité du résultat structurel quantifie l'incidence potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus structurels constatés au bilan dans les douze mois à venir. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte du risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi que du fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des dépôts lorsque les taux d'intérêt diminuent. Au Canada et aux États-Unis, les taux d'intérêt à long terme et ceux à court terme ont augmenté pendant le premier trimestre, ce qui a eu pour effet d'accentuer l'exposition du résultat à une baisse de taux puisque ceux-ci peuvent désormais baisser plus fortement qu'auparavant. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. Cet

avantage s'est accru en regard du 31 octobre 2016 en raison de l'augmentation de la sensibilité des actifs à court terme durant le trimestre.

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2016.

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 19

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017				Au 31 octobre 2016	Au 31 janvier 2016
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base	(1,1)	(1,1)	(1,7)	(0,7)	(0,7)	(0,5)
VaR liée aux actions	(4,3)	(3,5)	(6,4)	(2,4)	(4,5)	(5,9)
VaR liée au change	(0,3)	(1,2)	(3,1)	(0,3)	(1,8)	(0,7)
VaR liée aux taux d'intérêt	(7,5)	(8,9)	(11,4)	(6,7)	(10,3)	(8,8)
VaR liée au crédit	(2,0)	(2,2)	(3,1)	(1,5)	(2,0)	(4,0)
Diversification	7,5	8,6	n. s.	n. s.	9,3	8,4
<b>Total de la VaR – Négociation</b>	<b>(7,7)</b>	<b>(8,3)</b>	<b>(10,0)</b>	<b>(6,4)</b>	<b>(10,0)</b>	<b>(11,5)</b>

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
n. s. – non significatif

### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 20

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017				Au 31 octobre 2016	Au 31 janvier 2016
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la clôture du trimestre	À la clôture du trimestre
VaR liée aux produits de base en période de tension	(2,1)	(2,5)	(3,8)	(1,4)	(1,4)	(1,0)
VaR liée aux actions en période de tension	(9,6)	(12,9)	(19,3)	(9,6)	(18,7)	(10,4)
VaR liée au change en période de tension	(0,3)	(1,9)	(3,8)	(0,3)	(3,2)	(1,4)
VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension	(22,4)	(22,8)	(25,1)	(18,9)	(23,1)	(12,7)
VaR liée au crédit en période de tension	(7,0)	(8,0)	(9,9)	(6,9)	(6,5)	(9,0)
Diversification	23,1	26,0	n. s.	n. s.	25,8	17,1
<b>Total de la VaR en période de tension – Négociation</b>	<b>(18,3)</b>	<b>(22,1)</b>	<b>(27,3)</b>	<b>(17,6)</b>	<b>(27,1)</b>	<b>(17,4)</b>

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.  
2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.  
n. s. – non significatif

### Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4)

Tableau 21

(équivalent en millions de dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois (avant impôts)		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Hausse de 100 points de base	(959,8)	(680,2)	(395,8)	162,6	149,0	197,3
Baisse de 100 points de base	280,4	7,3	(227,9)	(292,2)	(168,9)	(196,6)

- Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 50 et 75 points de base, respectivement (50 points de base pour les taux canadiens et les taux américains en 2016) pour les durées les plus courtes. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.
- Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.
- Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.
- Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2017 donnerait lieu à une augmentation de 77 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de 503 millions de leur valeur économique avant impôts (90 millions et 623 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2017 donnerait lieu à une diminution de 76 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de 601 millions de leur valeur économique avant impôts (87 millions et 744 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 22 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 208,0 milliards de dollars au 31 janvier 2017, contre 197,7 milliards au 31 octobre 2016. La hausse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement de l'augmentation des soldes de la trésorerie et des valeurs mobilières. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a

accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 23 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides	Au 31 janvier 2017					Au 31 octobre 2016
	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 079	-	34 079	1 709	32 370	29 696
Dépôts à d'autres banques	5 888	-	5 888	-	5 888	4 449
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	128 998	18 072	147 070	83 421	63 649	58 365
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	20 364	1 268	21 632	4 057	17 575	19 746
Titres de créance d'entreprises	20 041	8 070	28 111	3 724	24 387	23 855
Titres de participation d'entreprises	61 129	18 755	79 884	37 091	42 793	41 175
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	230 532	46 165	276 697	128 293	148 404	143 141
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	23 478	-	23 478	2 164	21 314	20 436
Total des actifs liquides	293 977	46 165	340 142	132 166	207 976	197 722
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	64 198	-	64 198	405	63 793	109 258
Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales	-	-	-	-	-	-
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	358 175	46 165	404 340	132 571	271 769	306 980

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 janvier 2017.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB). Les autres actifs admissibles dans des banques centrales ont baissé au cours du premier trimestre de 2017 en raison d'un changement dans les garanties admissibles de prêts qu'accepte la Banque du Canada.

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 janvier 2017					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	39 967	-	1 709	12	38 246
Valeurs mobilières 5)	300 175	106 328	24 129	8 821	160 897
Prêts	329 910	56 351	405	209 361	63 793
Autres actifs					
Instruments dérivés	30 161	-	-	30 161	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 588	-	-	13 588	-
Bureaux et matériel	2 062	-	-	2 062	-
Écart d'acquisition	6 235	-	-	6 235	-
Immobilisations incorporelles	2 151	-	-	2 151	-
Actifs d'impôt exigible	1 329	-	-	1 329	-
Actifs d'impôt différé	2 934	-	-	2 934	-
Actifs divers	10 037	-	-	10 037	-
Total des autres actifs	68 497	-	-	68 497	-
Total des actifs	738 549	162 679	26 243	286 691	262 936

	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés 2)		Actifs nets non grevés	
		Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Au 31 octobre 2016					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	36 102	-	1 957	11	34 134
Valeurs mobilières 5)	286 783	95 584	27 622	9 075	154 502
Prêts	335 778	57 308	398	168 814	109 258
Autres actifs					
Instruments dérivés	39 183	-	-	39 183	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 021	-	-	13 021	-
Bureaux et matériel	2 147	-	-	2 147	-
Écart d'acquisition	6 381	-	-	6 381	-
Immobilisations incorporelles	2 178	-	-	2 178	-
Actifs d'impôt exigible	906	-	-	906	-
Actifs d'impôt différé	3 101	-	-	3 101	-
Actifs divers	9 555	-	-	9 555	-
Total des autres actifs	76 472	-	-	76 472	-
Total des actifs	735 135	152 892	29 977	254 372	297 894

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 8,8 milliards de dollars au 31 janvier 2017, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 24 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, le RLCT moyen quotidien a été de 131 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen est demeuré le même qu'au trimestre précédent. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 22.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 100 de son Rapport annuel pour 2016.

**Ratio de liquidité à court terme**
**Tableau 24**

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 31 janvier 2017

	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	134,4
<b>Sorties de trésorerie</b>		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	160,3	10,0
Dépôts stables	86,8	2,6
Dépôts moins stables	73,5	7,4
Financement de gros non garanti, dont :	143,2	81,6
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	52,7	13,0
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	62,1	40,2
Dettes non garanties	28,4	28,4
Financement de gros garanti	*	17,6
Exigences supplémentaires, dont :	132,4	27,6
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	13,0	5,4
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	4,1	4,1
Facilités de crédit et de liquidité	115,3	18,1
Autres obligations de financement contractuelles	0,9	-
Autres obligations de financement conditionnelles	308,8	4,8
Total des sorties de trésorerie	*	141,6
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (par ex., prises en pension)	114,5	19,1
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	11,9	9,1
Autres entrées de trésorerie	10,4	10,4
Total des entrées de trésorerie	136,8	38,6
		<b>Total de la valeur ajustée 4)</b>
Total des actifs liquides de haute qualité		134,4
Total des sorties nettes de trésorerie		103,0
Ratio de liquidité à court terme (%)		131

Trimestre clos le 31 octobre 2016

	Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité	132,3
Total des sorties nettes de trésorerie	100,7
Ratio de liquidité à court terme (%)	131

\* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 62 jours ouvrables au premier trimestre de 2017. Dans les périodes antérieures, le RLCT était fondé sur les valeurs de fin de mois du trimestre.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

**Stratégie de financement**

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 286,2 milliards de dollars au 31 janvier 2017, en hausse comparativement à 285,4 milliards au 31 octobre 2016, ce qui est essentiellement imputable à la croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts en guise de soutien de certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels et émet, à des épargnants, des billets structurés destinés aux particuliers. Au 31 janvier 2017, ces dépôts et billets se chiffraient à 48,6 milliards.

Au 31 janvier 2017, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 174,4 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 50,1 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 124,3 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 170,3 milliards au 31 octobre 2016 en raison surtout des émissions de titres de financement de gros. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 25. La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 208,0 milliards au 31 janvier 2017 et qui, tel qu'il est décrit à la page 26, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de créances de marges de crédit sur valeur domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

#### Échéances du financement de gros (en millions de dollars canadiens) 1)

Tableau 25

Au 31 janvier 2017	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts d'autres banques	3 155	331	4	-	3 490	-	129	3 619
Certificats de dépôt et papier commercial	9 425	25 306	16 729	12 884	64 344	1 728	-	66 072
Billets de dépôt au porteur	556	2 003	1 463	689	4 711	-	-	4 711
Papier commercial adossé à des actifs	1 518	2 077	342	-	3 937	-	-	3 937
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	-	600	4 272	4 166	9 038	11 129	21 823	41 990
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	-	-	-	7	7	34	2 546	2 587
Obligations couvertes et titrisations								
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	-	430	650	1 422	2 502	3 007	12 099	17 608
Obligations couvertes	-	-	-	532	532	2 107	16 008	18 647
Titrisations de créances de cartes de crédit	-	77	-	54	131	1 678	2 410	4 219
Dettes subordonnées 3)	100	-	-	-	100	-	5 225	5 325
Autres 4)	-	650	-	4 551	5 201	488	-	5 689
<b>Total</b>	<b>14 754</b>	<b>31 474</b>	<b>23 460</b>	<b>24 305</b>	<b>93 993</b>	<b>20 171</b>	<b>60 240</b>	<b>174 404</b>
Composé de ce qui suit :								
Financement garanti	1 518	3 234	992	6 559	12 303	7 280	30 517	50 100
Financement non garanti	13 236	28 240	22 468	17 746	81 690	12 891	29 723	124 304
<b>Total 5)</b>	<b>14 754</b>	<b>31 474</b>	<b>23 460</b>	<b>24 305</b>	<b>93 993</b>	<b>20 171</b>	<b>60 240</b>	<b>174 404</b>

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDIF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

5) Le total du financement de gros était constitué de 53,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 120,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 janvier 2017.

#### Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 161 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Standard & Poor's (SP) et Fitch ont attribué des perspectives stables alors que Moody's et DBRS ont accordé des perspectives négatives en attendant que soient divulgués d'autres renseignements sur la façon dont le gouvernement instaurera un régime de recapitalisation interne destiné aux banques d'importance systémique nationale au Canada.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 janvier 2017, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 133 millions de dollars, 358 millions et 497 millions, si ses cotes étaient abaissées d'un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

## Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2016. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2017 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 26 et 27 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

**Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)**

**Tableau 26**

Au 31 janvier 2017

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3) 4)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
<b>Pays GIIPE</b>										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	24	-	-	-	-	246	19	-	265	289
Italie	1	-	-	-	-	-	2	-	2	3
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	48	-	-	-	-	2	-	-	2	50
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>73</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>248</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>269</b>	<b>342</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>										
France	89	113	-	99	212	375	-	2	377	678
Allemagne	132	26	55	890	971	44	3	14	61	1 164
Pays-Bas	485	309	17	131	457	10	20	-	30	972
Autres 8)	217	-	1	185	186	3	24	1	28	431
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>923</b>	<b>448</b>	<b>73</b>	<b>1 305</b>	<b>1 826</b>	<b>432</b>	<b>47</b>	<b>17</b>	<b>496</b>	<b>3 245</b>
<b>Reste de l'Europe</b>										
Danemark	14	285	-	190	475	2	-	-	2	491
Norvège	130	486	1	-	487	1	-	1	2	619
Suède	65	97	-	239	336	4	-	-	4	405
Royaume-Uni	461	83	71	306	460	434	60	25	519	1 440
Autres 8)	125	-	-	-	-	8	15	-	23	148
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>795</b>	<b>951</b>	<b>72</b>	<b>735</b>	<b>1 758</b>	<b>449</b>	<b>75</b>	<b>26</b>	<b>550</b>	<b>3 103</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>1 791</b>	<b>1 399</b>	<b>145</b>	<b>2 040</b>	<b>3 584</b>	<b>1 129</b>	<b>143</b>	<b>43</b>	<b>1 315</b>	<b>6 690</b>

Au 31 octobre 2016

Pays	Tranche financée des prêts 2)	Titres 3)				Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total Montant net
		Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	
Total – pays GIIPE	78	6	-	-	6	302	58	-	360	444
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 064	464	48	1 580	2 092	103	84	32	219	3 375
Total – reste de l'Europe	881	1 133	57	605	1 795	1 357	152	9	1 518	4 194
Total – Europe 9)	2 023	1 603	105	2 185	3 893	1 762	294	41	2 097	8 013

Voir les notes du tableau 27.

Pays	Prêts 2)						
	Tranche financée au 31 janvier 2017			Au 31 janvier 2017		Au 31 octobre 2016	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
<b>Pays GIIPE</b>							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	24	-	122	24	126	25
Italie	1	-	-	1	1	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	44	4	-	90	48	80	53
<b>Total – pays GIIPE</b>	<b>45</b>	<b>28</b>	<b>-</b>	<b>213</b>	<b>73</b>	<b>206</b>	<b>78</b>
<b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>							
France	89	-	-	131	89	155	111
Allemagne	32	99	1	213	132	207	133
Pays-Bas	57	428	-	644	485	661	502
Autres 8)	87	130	-	328	217	436	318
<b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>	<b>265</b>	<b>657</b>	<b>1</b>	<b>1 316</b>	<b>923</b>	<b>1 459</b>	<b>1 064</b>
<b>Reste de l'Europe</b>							
Danemark	14	-	-	14	14	11	11
Norvège	39	91	-	224	130	200	135
Suède	14	51	-	200	65	202	59
Royaume-Uni	65	396	-	880	461	808	543
Autres 8)	4	121	-	218	125	215	133
<b>Total – reste de l'Europe</b>	<b>136</b>	<b>659</b>	<b>-</b>	<b>1 536</b>	<b>795</b>	<b>1 436</b>	<b>881</b>
<b>Total – Europe 9)</b>	<b>446</b>	<b>1 344</b>	<b>1</b>	<b>3 065</b>	<b>1 791</b>	<b>3 101</b>	<b>2 023</b>

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2017 :

- Une sûreté de 690 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (33 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 323 millions d'euros.

- Des garanties de 1,1 milliard de dollars (33 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 197 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique\* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2017 (\*inclut une position nette de 155 millions de dollars (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 19 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (13 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2017).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 113 millions de dollars au 31 janvier 2017 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 11 millions dans la Fédération de Russie au 31 janvier 2017.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 59 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

### Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016
<b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>					
Prêts	3 301 \$	3 231 \$	3 193 \$	3 085 \$	3 066 \$
Valeurs mobilières	469	437	431	413	423
Dépôts à d'autres banques	54	53	56	53	61
	<b>3 824</b>	<b>3 721</b>	<b>3 680</b>	<b>3 551</b>	<b>3 550</b>
<b>Charges d'intérêts</b>					
Dépôts	887	826	776	711	689
Dettes subordonnées	39	39	46	48	46
Autres passifs	368	358	384	372	335
	<b>1 294</b>	<b>1 223</b>	<b>1 206</b>	<b>1 131</b>	<b>1 070</b>
<b>Revenus nets d'intérêts</b>	<b>2 530</b>	<b>2 498</b>	<b>2 474</b>	<b>2 420</b>	<b>2 480</b>
<b>Revenus autres que d'intérêts</b>					
Commissions et droits sur titres	251	239	229	229	227
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	297	298	285	278	280
Revenus de négociation	408	310	332	323	227
Commissions sur prêts	223	213	221	214	211
Frais de services de cartes	102	122	127	104	108
Frais de gestion de placements et de garde de titres	400	404	380	381	391
Revenus tirés de fonds d'investissement	346	341	340	337	346
Commissions de prise ferme et de consultation	248	279	198	177	166
Profits sur titres, autres que de négociation	31	36	6	6	36
Revenus de change, autres que de négociation	34	48	37	17	60
Revenus d'assurance	196	233	804	543	443
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	243	94	50	(63)	59
Autres	96	163	150	135	41
	<b>2 875</b>	<b>2 780</b>	<b>3 159</b>	<b>2 681</b>	<b>2 595</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>5 405</b>	<b>5 278</b>	<b>5 633</b>	<b>5 101</b>	<b>5 075</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>	<b>173</b>	<b>174</b>	<b>257</b>	<b>201</b>	<b>183</b>
<b>Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités</b>	<b>4</b>	<b>79</b>	<b>691</b>	<b>407</b>	<b>366</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>					
Rémunération du personnel	1 983	1 807	1 767	1 904	1 904
Bureaux et matériel	607	652	580	605	556
Amortissement des immobilisations incorporelles	119	111	112	110	111
Déplacements et expansion des affaires	161	189	146	161	150
Communications	69	71	69	80	74
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	11	9	7	12	14
Honoraires	124	139	121	125	138
Autres	305	345	290	315	323
	<b>3 379</b>	<b>3 323</b>	<b>3 092</b>	<b>3 312</b>	<b>3 270</b>
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>	<b>1 849</b>	<b>1 702</b>	<b>1 593</b>	<b>1 181</b>	<b>1 256</b>
Charge d'impôts sur le résultat	361	357	348	208	188
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 488 \$</b>	<b>1 345 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>973 \$</b>	<b>1 068 \$</b>
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque	1 487	1 344	1 245	973	1 060
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1	1	-	-	8
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 488 \$</b>	<b>1 345 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>973 \$</b>	<b>1 068 \$</b>
<b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 12)</b>					
De base	2,23 \$	2,03 \$	1,87 \$	1,46 \$	1,59 \$
Dilué	2,22	2,02	1,86	1,45	1,58
Dividendes par action ordinaire	0,88	0,86	0,86	0,84	0,84

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 488 \$</b>	1 345 \$	1 245 \$	973 \$	1 068 \$
<b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts</b>					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)	(96)	(31)	103	85	(6)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(5)	(6)	(2)	(3)	(17)
	<b>(101)</b>	<b>(37)</b>	<b>101</b>	<b>82</b>	<b>(23)</b>
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(402)	(248)	242	(289)	269
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 4)	11	11	8	5	(14)
	<b>(391)</b>	<b>(237)</b>	<b>250</b>	<b>(284)</b>	<b>255</b>
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(782)	579	812	(2 801)	1 623
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	96	(90)	(98)	353	(124)
	<b>(686)</b>	<b>489</b>	<b>714</b>	<b>(2 448)</b>	<b>1 499</b>
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)					
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	241	28	(128)	(153)	(169)
	<b>(43)</b>	<b>(41)</b>	<b>-</b>	<b>(196)</b>	<b>84</b>
	<b>198</b>	<b>(13)</b>	<b>(128)</b>	<b>(349)</b>	<b>(85)</b>
<b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts</b>	<b>(980)</b>	202	937	(2 999)	1 646
<b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>	<b>508 \$</b>	1 547 \$	2 182 \$	(2 026)\$	2 714 \$
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Banque					
À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	507	1 546	2 182	(2 026)	2 706
	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>
<b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>	<b>508 \$</b>	1 547 \$	2 182 \$	(2 026)\$	2 714 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 55 \$, de 17 \$, de (45) \$, de (34) \$ et de (2) \$ pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 \$, de 2 \$, de 0 \$, de 0 \$ et de 9 \$ pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 164 \$, de 99 \$, de (95) \$, de 98 \$ et de (106) \$ pour le trimestre.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (4) \$, de (4) \$, de (4) \$, de (2) \$ et de 4 \$ pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (35) \$, de 32 \$, de 33 \$, de (118) \$ et de 43 \$ pour le trimestre.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (93) \$, de (14) \$, de 53 \$, de 55 \$ et de 62 \$ pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 15 \$, de 15 \$, de 0 \$, de 70 \$ et de (30) \$ pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 juillet 2016	30 avril 2016	31 janvier 2016
<b>Actifs</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>34 079 \$</b>	31 653 \$	37 748 \$	36 111 \$	38 961 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>5 888</b>	4 449	6 486	7 386	7 433
<b>Valeurs mobilières (note 2)</b>					
Titres de négociation	87 544	84 458	81 023	78 960	75 488
Titres disponibles à la vente	54 358	55 663	53 660	49 690	52 321
Titres détenus jusqu'à leur échéance	8 982	8 965	8 571	8 401	9 325
Titres divers	895	899	1 101	1 145	1 367
	<b>151 779</b>	149 985	144 355	138 196	138 501
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>78 753</b>	66 646	76 112	81 890	83 603
<b>Prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 469	112 277	109 692	106 641	107 026
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 481	64 680	64 242	63 831	65 886
Prêts sur cartes de crédit	7 888	8 101	8 023	7 918	7 896
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	173 418	175 597	172 334	165 192	166 141
	<b>355 256</b>	360 655	354 291	343 582	346 949
Provision pour pertes sur créances (note 3)	<b>(1 868)</b>	(1 925)	(1 993)	(1 894)	(1 951)
	<b>353 388</b>	358 730	352 298	341 688	344 998
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	30 161	39 183	39 194	40 585	49 233
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 588	13 021	11 835	12 091	11 345
Bureaux et matériel	2 062	2 147	2 257	2 230	2 339
Écart d'acquisition	6 235	6 381	6 250	6 149	6 787
Immobilisations incorporelles	2 151	2 178	2 178	2 178	2 306
Actifs d'impôt exigible	1 329	906	508	736	735
Actifs d'impôt différé	2 934	3 101	3 115	3 115	3 360
Actifs divers	10 037	9 555	9 346	9 103	9 692
	<b>68 497</b>	76 472	74 683	76 187	85 797
<b>Total des actifs</b>	<b>692 384 \$</b>	687 935 \$	691 682 \$	681 458 \$	699 293 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts (note 7)</b>	<b>476 949 \$</b>	473 372 \$	467 846 \$	444 793 \$	470 836 \$
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	31 770	38 227	38 890	45 979	52 619
Acceptations	13 588	13 021	11 835	12 091	11 345
Titres vendus à découvert	21 965	25 106	27 092	27 071	24 208
Titres mis en pension ou prêtés	53 500	40 718	50 370	59 193	49 670
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	21 794	22 377	22 560	22 306	21 289
Passifs d'impôt exigible	91	81	33	45	128
Passifs d'impôt différé	244	242	252	253	248
Passifs divers	25 632	28 024	27 639	26 052	22 076
	<b>168 584</b>	167 796	178 671	192 990	181 583
<b>Dettes subordonnées (note 7)</b>	<b>4 370</b>	4 439	4 461	4 643	5 250
<b>Capitaux propres</b>					
Actions privilégiées (note 8)	3 840	3 840	3 240	3 240	3 240
Actions ordinaires (note 8)	12 791	12 539	12 463	12 370	12 352
Surplus d'apport	303	294	294	298	298
Résultats non distribués	22 077	21 205	20 456	19 806	19 409
Cumul des autres éléments du résultat global	3 446	4 426	4 224	3 287	6 286
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	42 457	42 304	40 677	39 001	41 585
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	24	24	27	31	39
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>42 481</b>	42 328	40 704	39 032	41 624
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>692 384 \$</b>	687 935 \$	691 682 \$	681 458 \$	699 293 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016
<b>Actions privilégiées</b> (note 8)		
Solde à l'ouverture de la période	3 840 \$	3 240 \$
Solde à la clôture de la période	3 840	3 240
<b>Actions ordinaires</b> (note 8)		
Solde à l'ouverture de la période	12 539	12 313
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	186	-
Émises en vertu du régime d'options sur actions	66	39
Solde à la clôture de la période	12 791	12 352
<b>Surplus d'apport</b>		
Solde à l'ouverture de la période	294	299
Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées	9	(2)
Autres	-	1
Solde à la clôture de la période	303	298
<b>Résultats non distribués</b>		
Solde à l'ouverture de la période	21 205	18 930
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 487	1 060
Dividendes – Actions privilégiées	(45)	(41)
– Actions ordinaires	(570)	(540)
Solde à la clôture de la période	22 077	19 409
<b>Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres disponibles à la vente</b>		
Solde à l'ouverture de la période	48	(75)
(Pertes) latentes sur les titres disponibles à la vente survenues au cours de la période 1)	(96)	(6)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(5)	(17)
Solde à la clôture de la période	(53)	(98)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>		
Solde à l'ouverture de la période	596	612
Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(402)	269
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 4)	11	(14)
Solde à la clôture de la période	205	867
<b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>		
Solde à l'ouverture de la période	4 327	4 073
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(782)	1 623
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	96	(124)
Solde à la clôture de la période	3 641	5 572
<b>Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel</b>		
Solde à l'ouverture de la période	(512)	(90)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	241	(169)
Solde à la clôture de la période	(271)	(259)
<b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur</b>		
Solde à l'ouverture de la période	(33)	120
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(43)	84
Solde à la clôture de la période	(76)	204
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>	3 446	6 286
<b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	42 457 \$	41 585 \$
<b>Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>		
Solde à l'ouverture de la période	24	491
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	1	8
Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle	-	(10)
Rachat de titres de fiducie de capital	-	(450)
Autres	(1)	-
Solde à la clôture de la période	24	39
<b>Total des capitaux propres</b>	42 481 \$	41 624 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 55 \$ et de (2) \$ pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 \$ et de 9 \$ pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 164 \$ et de (106) \$ pour le trimestre.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (4) \$ et de 4 \$ pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (35) \$ et de 43 \$ pour le trimestre.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (93) \$ et de 62 \$ pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 15 \$ et de (30) \$ pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2017	31 janvier 2016
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	1 488 \$	1 068 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation (Profit) net sur les titres, autres que de négociation	2 (33)	4 (40)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(4 021)	(1 921)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	173	183
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés - augmentation (diminution) des passifs dérivés	10 074 (8 047)	(14 604) 14 013
Amortissement des bureaux et du matériel	96	95
Amortissement d'autres actifs	57	41
Amortissement des immobilisations incorporelles	119	111
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt différé	104	(25)
Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé	2	(16)
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt exigible	(470)	(116)
Augmentation nette du passif d'impôt exigible	13	27
Variation des intérêts courus - diminution des intérêts à recevoir - (diminution) des intérêts à payer	24 (107)	14 (68)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 907)	1 209
Augmentation nette des dépôts	12 343	15 213
(Augmentation) diminution nette des prêts	1 011	(3 181)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(2 850)	2 495
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	14 465	7 088
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(14 021)	(11 738)
Diminution nette de la titrisation et des passifs liés aux entités structurées	(524)	(433)
<b>Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation</b>	<b>7 991</b>	<b>9 419</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Diminution nette des passifs des filiales	(1 370)	(9)
Produit de l'émission (échéance) des obligations couvertes	(358)	186
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 7)	-	1 000
Rachat de titres de fiducie de capital (note 8)	-	(450)
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 8)	67	39
Dividendes versés en trésorerie	(405)	(557)
Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle	-	(10)
<b>Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement</b>	<b>(2 066)</b>	<b>199</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(1 581)	300
Achats de titres, autres que de négociation	(11 231)	(7 646)
Échéances de titres, autres que de négociation	1 143	1 858
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	9 323	4 035
Bureaux et matériel - (achats) nets	(34)	(73)
Logiciels achetés et développés - (achats) nets	(111)	(95)
Acquisitions (note 6)	-	(12 078)
<b>Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement</b>	<b>(2 491)</b>	<b>(13 699)</b>
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 008)	2 747
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 426	(1 334)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	31 653	40 295
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>34 079 \$</b>	<b>38 961 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Montant d'intérêts versés au cours de la période	1 412 \$	1 123 \$
Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période	573 \$	384 \$
Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période	4 042 \$	3 531 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2017 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2016, qui figurent aux pages 144 à 205 de notre Rapport annuel 2016. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 28 février 2017.

### Changements futurs des IFRS Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. Comme l'exige son organisme de réglementation, le BSIF, la Banque devra adopter l'IFRS 9 pour son exercice ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 2017. Le BSIF a émis d'autres recommandations concernant l'adoption de l'IFRS 9 dans un document intitulé Ligne directrice IFRS 9, *Instruments financiers et exigences en matière de divulgation financière*. Cette ligne directrice est conforme aux recommandations émises par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

### Approche en vue de l'application

Nous avons établi un comité de direction chargé de l'application de l'IFRS 9 et comprenant des membres de la haute direction représentant les services des finances, de la gestion des risques, de la technologie, de la gestion du capital et de l'audit interne. Ce comité est responsable de l'application globale de l'IFRS 9, assurant ainsi son intégration à l'échelle de la Banque ainsi que l'examen et l'approbation, par la direction, des principales décisions prises durant le processus de transition.

Notre approche transitoire est fondée sur trois axes de travaux qui correspondent aux trois grands sujets traités dans la norme, soit 1) la dépréciation, 2) le classement et l'évaluation et 3) la comptabilité de couverture. Chacun des axes requiert l'apport de diverses parties prenantes des services des finances, de la gestion des risques et des technologies de l'information. Jusqu'à maintenant, la Banque a concentré ses efforts sur l'établissement de méthodes comptables, sur l'évaluation des instruments de classement, sur la mise en place de modèles de dépréciation et sur l'implantation de nouveaux systèmes de technologies de l'information pour les calculs de dépréciation aux termes de l'IFRS 9. Durant l'exercice en cours, la Banque mettra en place un cadre de contrôle complet, elle validera et peaufinera ses modèles de dépréciation et elle mènera une évaluation en parallèle.

### Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce nouveau modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode appliquée actuellement est conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non. Le portefeuille de prêts est l'élément qui subira les répercussions les plus importantes.

La première étape du modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs. La deuxième étape exige la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés. Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La troisième étape exige la comptabilisation des pertes sur la durée de vie de tous les prêts douteux; celles-ci devant se rapprocher de la dotation à la provision spécifique actuelle de la Banque. La provision relative aux prêts visés par les deuxième et troisième étapes devra être supérieure à celle prévue à la première étape en raison de la période de temps plus longue de prise en compte dans le cadre de ces deux premières étapes.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique encore à venir soient examinées selon une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables. Comme cette norme exige le recours à des informations prospectives, le montant de la dotation à la provision pour créances variera davantage en fonction de l'évolution attendue de la situation économique.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Nous sommes en voie d'élaborer et de mettre à l'essai les modèles clés qu'exige l'IFRS 9 et nous n'avons pas encore évalué quelles en seront les conséquences sur notre provision générale; cependant, toute variation de la provision à l'adoption sera constatée dans les résultats non distribués.

### **Classement et évaluation**

La nouvelle norme exige que nous classions les instruments d'emprunt selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. L'emploi de ce modèle détermine le classement en fonction de l'objectif commercial visé par la détention d'un actif. En règle générale, les instruments d'emprunt seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que certaines conditions ne soient respectées et qu'il ne soit alors permis de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les instruments d'emprunt dont les flux de trésorerie contractuels ne représentent que des paiements de capital et d'intérêts pourront être évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les profits et les pertes relatifs à des instruments d'emprunt constatés dans les autres éléments du résultat global seront pris en compte dans le résultat net sur cession.

De façon générale, les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Si tel est le cas, les profits et pertes latents sur les instruments de capitaux propres actuellement classés comme des titres disponibles à la vente seront dorénavant comptabilisés en résultat. Pour l'instant, ces profits et pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Si toutefois nous décidions de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne seraient pas comptabilisés en résultat.

La Banque est actuellement en voie de terminer les analyses de son modèle économique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, nous avons appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 9 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

### **Comptabilité de couverture**

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode qui nous permettrait de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture. La Banque ne prévoit pas adopter les dispositions de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. Cependant, tel que le prescrit la norme, nous fournirons les informations sur la comptabilité de couverture.

### **Transition**

L'IFRS 9 doit être adoptée de manière rétrospective; son incidence à l'ouverture devant être comptabilisée dans les résultats non distribués le 1<sup>er</sup> novembre 2017, sans qu'aucun chiffre des périodes antérieures ne soit retraité. À notre avis, nos prêts comptabilisés à la troisième étape correspondront en grande partie à notre provision spécifique actuelle. La Banque évalue toujours l'incidence sur la comptabilisation de nos prêts visés par les première et deuxième étapes en regard de notre provision générale actuelle. L'incidence définitive est établie en fonction des conditions qui prévalent au moment de l'adoption et des scénarios économiques futurs prévus par la Banque.

À la transition, les titres de participation disponibles à la vente de la Banque seront en grande partie classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui pourrait constituer la conséquence la plus importante au chapitre du classement et de l'évaluation. Certains autres titres de créance pourraient également être reclassés à l'adoption de la norme le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2017				31 octobre 2016			
	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	6 853	18	28	6 843	8 109	62	3	8 168
des administrations provinciales et municipales canadiennes	6 654	45	41	6 658	6 126	110	4	6 232
l'administration fédérale américaine	11 305	7	273	11 039	9 564	47	54	9 557
des municipalités, agences et États américains	4 328	35	17	4 346	4 379	77	6	4 450
d'autres administrations publiques	5 306	8	22	5 292	5 214	17	4	5 227
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - Canada 1)	2 900	18	8	2 910	3 473	37	3	3 507
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires - États-Unis	9 246	9	148	9 107	9 591	50	26	9 615
Titres de créance d'entreprises	6 601	24	18	6 607	7 219	78	5	7 292
Titres de participation d'entreprises	1 464	118	26	1 556	1 529	116	30	1 615
<b>Total</b>	<b>54 657</b>	<b>282</b>	<b>581</b>	<b>54 358</b>	<b>55 204</b>	<b>594</b>	<b>135</b>	<b>55 663</b>

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Total	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 janvier 2016
Pour les trimestres clos le								
Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période	59	69	123	113	250	210	432	392
Montants sortis du bilan	(7)	(15)	(167)	(167)	(58)	(49)	(232)	(231)
Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures	3	7	48	36	18	44	69	87
Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)	7	10	117	149	49	24	173	183
Fluctuations de change et autres	(5)	-	(4)	1	(19)	(3)	(28)	(2)
Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période	57	71	117	132	240	226	414	429
Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période	71	111	596	714	1 015	835	1 682	1 660
Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances)	2	(18)	(8)	17	6	1	-	-
Fluctuations de change et autres	(1)	5	(4)	15	(18)	37	(23)	57
Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période	72	98	584	746	1 003	873	1 659	1 717
Total de la provision pour pertes sur créances	129	169	701	878	1 243	1 099	2 073	2 146
Composition : Prêts	103	136	701	878	1 064	937	1 868	1 951
Autres instruments de crédit	26	33	-	-	179	162	205	195

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 23 millions de dollars ont été inscrits pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (15 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

### Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 1 117 millions de dollars au 31 janvier 2017 (988 millions au 31 octobre 2016), dont une tranche de 575 millions a été classée comme prêts structurés productifs au 31 janvier 2017 (540 millions au 31 octobre 2016). Des prêts restructurés de 3 millions de dollars nets ont été sortis du bilan au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017 (58 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016).

### Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (2 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a été pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 de néant au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de 5 millions de dollars au titre des revenus nets d'intérêts (16 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et 10 millions au titre des revenus nets d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 12 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (13 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 13 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (charge de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 23 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (néant pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

Au 31 janvier 2017, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 8 301 millions de dollars (9 415 millions au 31 octobre 2016). Au 31 janvier 2017, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 199 millions et à 53 millions, respectivement (226 millions et 57 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 252 millions, une tranche de 137 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 115 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévaluée chaque période de présentation de l'information financière.

#### **Prêts douteux acquis**

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne un recouvrement de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en un recouvrement de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 1 million de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (recouvrement de 29 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

Au 31 janvier 2017, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 225 millions de dollars (275 millions au 31 octobre 2016). Au 31 janvier 2017, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à néant (3 millions au 31 octobre 2016).

#### **Prêts couverts par FDIC**

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, nous avons comptabilisé des dotations nettes à la provision pour pertes sur créances de 2 millions de dollars (recouvrements nets de 6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

### **Note 4 : Gestion des risques**

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

#### **Risque de crédit et de contrepartie**

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

## Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

## Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2017 1)		31 octobre 2016	
	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes	Valeur comptable des actifs	Passifs connexes
Prêts hypothécaires à l'habitation	5 175		5 534	
Autres actifs connexes 2)	11 866		11 689	
Total	17 041	16 599	17 223	16 880

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 111 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 16 920 millions, pour une position nette de 191 millions au 31 janvier 2017 (17 318 millions, 17 394 millions et (76) millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous avons vendu des prêts de 3 031 millions de dollars à des programmes de titrisation de tiers (1 829 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

## Note 6 : Acquisitions

### Greene Holcomb Fisher (GHF)

Le 1<sup>er</sup> août 2016, nous avons procédé à l'acquisition des activités de Greene Holcomb Fisher pour une contrepartie en trésorerie de 53 millions de dollars américains (69 millions de dollars canadiens). Cette acquisition vient enrichir les activités que nous menions déjà auprès des marchés financiers aux États-Unis en augmentant le nombre de professionnels d'expérience en fusions et acquisitions, et elle rehausse notre présence sur ces marchés. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 4 millions de dollars et un écart d'acquisition de 65 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période maximale de trois ans selon le mode linéaire. L'écart d'acquisition de 65 millions lié à cette acquisition est déductible à des fins fiscales.

### Activités de financement du transport de GE Capital Corporation (FET de BMO)

Le 1<sup>er</sup> décembre 2015, nous avons conclu l'acquisition des actifs nets des activités de financement du transport de GE Capital pour une contrepartie en trésorerie de 9,0 milliards de dollars américains (12,1 milliards de dollars canadiens). L'acquisition reflète nos activités bancaires auprès des entreprises au Canada et aux États-Unis et vient élargir notre clientèle commerciale. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans ceux de nos unités d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis et au Canada.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons essentiellement acquis des prêts, des actifs faisant l'objet de contrats de location simple, des immobilisations incorporelles et un écart d'acquisition. Nous avons comptabilisé un ajustement de 100 millions de dollars au titre des pertes sur créances et une prime de taux d'intérêt de 41 millions sur le portefeuille de prêts acquis. En outre, nous avons comptabilisé un ajustement de la juste valeur de 72 millions afin de réduire la valeur des actifs faisant l'objet de contrats de location simple. Une immobilisation incorporelle constituée de courtiers et de relations clients est amortie selon un mode accéléré sur une période de 15 ans, et une immobilisation incorporelle liée à la technologie est amortie sur une période de cinq ans selon le mode linéaire. Un écart d'acquisition de 410 millions à l'égard de cette transaction est déductible à des fins fiscales.

Les justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

	FET de BMO	GHF
Prêts	10 793	-
Écart d'acquisition	410	65
Immobilisations incorporelles	63	4
Autres actifs	1 087	-
<b>Total des actifs</b>	<b>12 353</b>	<b>69</b>
Autres passifs	275	-
<b>Prix d'achat</b>	<b>12 078</b>	<b>69</b>

La ventilation du prix d'achat de GHF pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris. La ventilation du prix d'achat de FET de BMO a été complétée.

## Note 7 : Dépôts et dette subordonnée

### Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue									
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts		Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4)		Total	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Catégories de déposants :										
Banques 1)	368	450	1 431	1 415	2 475	3 448	26 331	28 958	30 605	34 271
Entreprises et administrations publiques	17 646	17 578	36 237	35 378	58 612	60 331	170 005	162 927	282 500	276 214
Particuliers	3 584	3 307	18 124	17 594	88 448	87 627	53 688	54 359	163 844	162 887
<b>Total 2) 3)</b>	<b>21 598</b>	<b>21 335</b>	<b>55 792</b>	<b>54 387</b>	<b>149 535</b>	<b>151 406</b>	<b>250 024</b>	<b>246 244</b>	<b>476 949</b>	<b>473 372</b>
Domiciliation :										
Canada	19 058	18 937	40 824	40 037	79 134	77 800	148 697	152 894	287 713	289 668
États-Unis	1 873	1 540	14 889	14 229	69 338	73 155	72 051	65 850	158 151	154 774
Autres pays	667	858	79	121	1 063	451	29 276	27 500	31 085	28 930
<b>Total</b>	<b>21 598</b>	<b>21 335</b>	<b>55 792</b>	<b>54 387</b>	<b>149 535</b>	<b>151 406</b>	<b>250 024</b>	<b>246 244</b>	<b>476 949</b>	<b>473 372</b>

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 janvier 2017 et au 31 octobre 2016, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 34 209 millions de dollars et 36 261 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 janvier 2017 et au 31 octobre 2016, les dépôts comprenaient des dépôts de 236 283 millions et de 233 005 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 23 365 millions et de 24 097 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 224 877 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 132 582 millions étaient domiciliés au Canada, 63 023 millions, aux États-Unis et 29 272 millions, dans d'autres pays (221 957 millions, 136 382 millions, 58 077 millions et 27 498 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Des dépôts de 132 582 millions domiciliés au Canada, 45 452 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 10 188 millions, dans trois à six mois, 12 429 millions, dans six à douze mois et 64 513 millions, dans plus de douze mois (136 382 millions, 54 904 millions, 5 020 millions, 13 737 millions et 62 721 millions, respectivement, au 31 octobre 2016).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous avons émis ce qui suit :

- 1 750 millions de dollars américains d'obligations couvertes à 2,5 %, série CBL 11, échéant le 11 janvier 2022.
- 1 250 millions de dollars américains de billets à moyen terme de premier rang (série C), soit 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 2,1 % et 250 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,6 %, échéant le 12 décembre 2019.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, les éléments suivants sont arrivés à échéance :

- des obligations couvertes à 1,95 %, série CB5, d'un montant de 2 000 millions de dollars américains.
- des billets à moyen terme de premier rang (série B) à 2,5 % d'un montant de 1 500 millions de dollars américains.
- des billets (série 72) à taux variable portant intérêt à l'EURIBOR à trois mois majoré de 0,34 % d'un montant de 700 millions d'euros.

### Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous n'avons émis ni remboursé aucune dette subordonnée.

## Note 8 : Capitaux propres

### Actions privilégiées et ordinaires en circulation 1)

	31 janvier 2017		31 octobre 2016		Convertibles en
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
<b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b>					
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	non convertibles
Catégorie B – Série 16	6 267 391	157	6 267 391	157	catégorie B – Série 17 2)
Catégorie B – Série 17	5 732 609	143	5 732 609	143	catégorie B – Série 16 2)
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 27 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
		<b>3 840</b>		<b>3 840</b>	
<b>Actions ordinaires 4)</b>	<b>648 920 244</b>	<b>12 791</b>	<b>645 761 333</b>	<b>12 539</b>	
<b>Capital social</b>		<b>16 631</b>		<b>16 379</b>	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 174 à 187 de notre Rapport annuel 2016.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 9 131 946 actions ordinaires au 31 janvier 2017 (9 805 299 actions ordinaires au 31 octobre 2016).

### Actions privilégiées

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous n'avons émis ni racheté aucune action privilégiée.

### Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous n'avons racheté aucune action ordinaire dans le cadre de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris fin le 31 janvier 2017.

### Titres de fiducie de capital

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous n'avons émis ni racheté aucun titre de fiducie de capital.

## Note 9 : Juste valeur des instruments financiers

### Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 177 à 182, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

	31 janvier 2017		31 octobre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Titres</b>				
Titres détenus jusqu'à l'échéance	8 982	9 000	8 965	9 073
Autres 1)	582	2 737	579	2 778
	9 564	11 737	9 544	11 851
<b>Titres pris en pension 2)</b>	<b>66 133</b>	<b>65 595</b>	<b>51 815</b>	<b>51 789</b>
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	112 469	112 271	112 277	112 400
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	61 481	60 886	64 680	64 043
Prêts sur cartes de crédit	7 888	7 649	8 101	7 862
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	173 418	171 220	175 597	173 601
	355 256	352 026	360 655	357 906
<b>Dépôts 3)</b>	<b>465 150</b>	<b>465 388</b>	<b>461 768</b>	<b>462 062</b>
<b>Titres mis en pension 4)</b>	<b>43 360</b>	<b>44 009</b>	<b>28 989</b>	<b>29 278</b>
<b>Titrisation et passifs liés aux entités structurées</b>	<b>21 794</b>	<b>22 410</b>	<b>22 377</b>	<b>22 506</b>
<b>Passifs divers 5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>703</b>	<b>1 104</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>4 370</b>	<b>4 616</b>	<b>4 439</b>	<b>4 580</b>

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 313 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (320 millions au 31 octobre 2016).

2) Ne tient pas compte de 12 620 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (14 831 millions au 31 octobre 2016).

3) Ne tient pas compte de 11 799 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (11 604 millions au 31 octobre 2016).

4) Ne tient pas compte de 10 140 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (11 729 millions au 31 octobre 2016).

5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs des filiales autres que des dépôts. Ne tiennent pas compte de 25 632 millions de passifs divers, dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (27 321 millions au 31 octobre 2016).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### **Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur**

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de hausse de 311 millions de dollars dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 49 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (hausse de 394 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et hausse de 100 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 janvier 2017, correspondent à une perte latente de 183 millions de dollars, soit une perte latente de 107 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 31 janvier 2017, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 11 799 millions de dollars et de 12 308 millions (11 604 millions et 11 768 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 7 692 millions de dollars au 31 janvier 2017 (7 887 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 266 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (augmentation de 24 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 662 millions de dollars au 31 janvier 2017 (682 millions au 31 octobre 2016), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une baisse de 38 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (hausse de 22 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, une diminution de 9 millions a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (augmentation de 14 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 313 millions de dollars au 31 janvier 2017 (320 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 5 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (diminution de 17 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016).

### **Hiérarchie de la juste valeur**

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

### **Techniques d'évaluation et données importantes**

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	9 371	1 803	-	10 998	1 954	-
des provinces et municipalités canadiennes	3 499	3 486	-	3 404	4 018	-
l'administration fédérale américaine	6 691	172	-	6 012	136	-
des municipalités, agences et États américains	-	1 349	-	-	1 124	-
d'autres administrations publiques	482	137	-	316	286	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	1 199	-	-	1 062	-
Titres de créance d'entreprises	811	9 986	66	565	8 996	91
Titres de participation d'entreprises	48 037	455	-	44 459	1 037	-
	<b>68 891</b>	<b>18 587</b>	<b>66</b>	<b>65 754</b>	<b>18 613</b>	<b>91</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	5 091	1 752	-	6 286	1 882	-
des provinces et municipalités canadiennes	4 581	2 077	-	3 995	2 237	-
l'administration fédérale américaine	11 039	-	-	9 557	-	-
des municipalités, agences et États américains	-	4 345	1	-	4 449	1
d'autres administrations publiques	3 582	1 710	-	3 083	2 144	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	-	12 017	-	-	13 122	-
Titres de créance d'entreprises	4 421	2 183	3	4 974	2 314	4
Titres de participation d'entreprises	39	125	1 392	33	126	1 456
	<b>28 753</b>	<b>24 209</b>	<b>1 396</b>	<b>27 928</b>	<b>26 274</b>	<b>1 461</b>
<b>Titres divers</b>	-	-	<b>313</b>	-	-	<b>320</b>
<b>Passifs à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	20 365	1 600	-	23 552	1 554	-
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	11 808	-	-	11 613	-
Passifs au titre des rentes	-	662	-	-	682	-
	<b>20 365</b>	<b>14 070</b>	-	<b>23 552</b>	<b>13 849</b>	-
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	5	12 564	-	5	18 059	-
Contrats de change	33	15 239	-	31	18 945	-
Contrats sur produits de base	352	899	-	405	814	-
Contrats sur titres de participation	58	1 003	-	188	713	-
Swaps sur défaillance	-	8	-	-	23	-
	<b>448</b>	<b>29 713</b>	-	<b>629</b>	<b>38 554</b>	-
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	20	10 920	-	16	16 138	-
Contrats de change	11	17 127	-	17	18 462	-
Contrats sur produits de base	262	737	-	262	909	-
Contrats sur titres de participation	63	2 601	-	69	2 322	-
Swaps sur défaillance	-	29	-	-	32	-
	<b>356</b>	<b>31 414</b>	-	<b>364</b>	<b>37 863</b>	-

## Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, des titres de négociation de 10 millions de dollars et des titres disponibles à la vente de 19 millions ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, des titres de négociation de 142 millions et des titres disponibles à la vente de 39 millions ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017	Variation de la juste valeur			Achats	Ventes	Échéances ou règlement 1)	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2017	Variation des profits (pertes) latents 2)
	Solde au 31 octobre 2016	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 3)							
<b>Titres de négociation</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créance d'entreprises	91	-	(2)	-	-	(23)	-	-	66	-
<b>Total des titres de négociation</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(23)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>66</b>	<b>-</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de créance d'entreprises	4	-	-	-	(1)	-	-	-	3	s. o.
Titres de participation d'entreprises	1 456	(9)	(38)	36	(53)	-	-	-	1 392	s. o.
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>1 461</b>	<b>(9)</b>	<b>(38)</b>	<b>36</b>	<b>(54)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 396</b>	<b>s. o.</b>
<b>Titres divers</b>	<b>320</b>	<b>2</b>	<b>(7)</b>	<b>28</b>	<b>(30)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>313</b>	<b>(36)</b>

1) Comprend le règlement en trésorerie d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres de négociation, les titres divers, les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 janvier 2017 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

3) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

## Note 10 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 janvier 2017, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2017 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital dans le tableau 8, à la page 14 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre 2017.

## Note 11 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous avons attribué un total de 723 431 options sur actions (754 714 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017 a été de 11,62 \$ l'option (7,60 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options.

	31 janvier 2017	31 janvier 2016
Options sur actions attribuées au cours des trimestres clos le		
Rendement attendu des actions	4,3 % - 4,4 %	5,5 %
Volatilité prévue du cours des actions	18,4 % - 18,8 %	19,8 % - 20,0 %
Taux de rendement sans risque	1,7 % - 1,8 %	1,3 % - 1,4 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	96,90	77,23

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

## Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016	31 janvier 2017	31 janvier 2016
Pour les trimestres clos le				
Prestations accumulées par les employés	79	70	8	6
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	2	(2)	12	13
Charges administratives	1	1	-	-
Charge au titre des prestations	82	69	20	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	20	19	-	-
Charge au titre des cotisations définies	36	29	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	138	117	20	19

## Note 12 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque.

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2017	31 janvier 2016
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 487	1 060
Dividendes sur les actions privilégiées	(45)	(41)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 442	1 019
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 744	642 978
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	2,23	1,59

### Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution	1 442	1 019
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	647 744	642 978
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	7 832	8 526
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(5 263)	(6 595)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	650 313	644 909
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	2,22	1,58

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 197 024 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 202,02 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (2 169 300 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 189,68 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2016), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 13 : Impôts sur le résultat

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, nous avons reçu un nouvel avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada (Arc) visant des impôts supplémentaires d'environ 76 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2011. Dans le cadre de sa réévaluation, l'Arc a refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les dividendes faisant l'objet de la réévaluation ont été reçus dans le cadre de transactions semblables à celles abordées dans le budget fédéral de 2015, lequel présentait des règles s'appliquant de façon prospective à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 pour les mécanismes existants. Il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts importants d'exercices subséquents en raison d'activités similaires. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester toute réévaluation.

## Note 14 : Segmentation opérationnelle

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 197 à 199 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 303	909	167	348	(197)	2 530
Revenus autres que d'intérêts	676	228	1 045	880	46	2 875
Total des revenus	1 979	1 137	1 212	1 228	(151)	5 405
Dotation à la provision pour pertes sur créances	118	60	2	(4)	(3)	173
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	4	-	-	4
Amortissement	75	113	53	31	-	272
Charges autres que d'intérêts	826	626	801	691	163	3 107
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	960	338	352	510	(311)	1 849
Charge d'impôts sur le résultat	217	78	86	134	(154)	361
Bénéfice net	743	260	266	376	(157)	1 488
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	-	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	743	260	265	376	(157)	1 487
Actifs moyens	214 900	105 865	31 500	311 654	61 865	725 784

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 254	880	149	422	(225)	2 480
Revenus autres que d'intérêts	471	260	1 288	593	(17)	2 595
Total des revenus	1 725	1 140	1 437	1 015	(242)	5 075
Dotation à la provision pour pertes sur créances	140	65	2	8	(32)	183
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	366	-	-	366
Amortissement	66	97	60	24	-	247
Charges autres que d'intérêts	806	634	818	637	128	3 023
Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	713	344	191	346	(338)	1 256
Charge d'impôts sur le résultat	184	93	44	89	(222)	188
Bénéfice net	529	251	147	257	(116)	1 068
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	-	1	-	7	8
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	529	251	146	257	(123)	1 060
Actifs moyens	203 856	104 739	30 548	312 625	62 261	714 029

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Les revenus sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base a pour effet d'augmenter les revenus et la charge d'impôts sur le résultat présentés d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'impôt prévu par la loi. La compensation est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 15 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 100 à 105 de notre Rapport annuel 2016.

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2017

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 181	-	-	-	-	-	-	-	898	34 079
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 952	905	460	189	382	-	-	-	-	5 888
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	945	1 548	2 136	2 546	1 673	5 075	8 666	16 463	48 492	87 544
Titres disponibles à la vente	2 259	753	333	223	799	6 522	18 855	23 058	1 556	54 358
Titres détenus jusqu'à leur échéance	1	282	-	350	657	2 445	1 214	4 033	-	8 982
Titres divers	-	-	-	-	7	9	33	12	834	895
Total des valeurs mobilières	3 205	2 583	2 469	3 119	3 136	14 051	28 768	43 566	50 882	151 779
Titres pris en pension ou empruntés	52 348	23 701	588	2 053	-	63	-	-	-	78 753
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	819	1 729	4 277	3 714	3 397	24 346	65 039	9 147	1	112 469
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	413	435	816	747	772	5 509	21 283	8 266	23 240	61 481
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 888	7 888
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	12 534	6 585	8 910	5 152	18 765	16 639	59 871	11 648	33 314	173 418
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 868)	(1 868)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	13 766	8 749	14 003	9 613	22 934	46 494	146 193	29 061	62 575	353 388
Total des autres actifs										
Instruments dérivés	1 864	1 851	1 311	1 616	1 628	3 375	8 282	10 234	-	30 161
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 564	1 929	95	-	-	-	-	-	-	13 588
Divers	1 698	294	177	23	4	4	12	4 401	18 135	24 748
Total des autres actifs	15 126	4 074	1 583	1 639	1 632	3 379	8 294	14 635	18 135	68 497
<b>Total des actifs</b>	<b>121 578</b>	<b>40 012</b>	<b>19 103</b>	<b>16 613</b>	<b>28 084</b>	<b>63 987</b>	<b>183 255</b>	<b>87 262</b>	<b>132 490</b>	<b>692 384</b>

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2017

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	12 443	8 961	3 255	668	733	271	-	-	4 274	30 605
Entreprises et administrations publiques	20 929	35 019	25 912	10 097	12 848	16 703	34 108	14 389	112 495	282 500
Particuliers	2 901	3 625	5 376	6 690	7 875	8 682	16 003	2 536	110 156	163 844
Total des dépôts	36 273	47 605	34 543	17 455	21 456	25 656	50 111	16 925	226 925	476 949
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 864	3 093	1 385	1 264	1 915	4 682	8 143	9 424	-	31 770
Acceptations	11 564	1 929	95	-	-	-	-	-	-	13 588
Titres vendus à découvert	21 965	-	-	-	-	-	-	-	-	21 965
Titres mis en pension ou prêtés	48 993	4 456	51	-	-	-	-	-	-	53 500
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	7	545	672	856	622	4 675	10 404	4 013	-	21 794
Divers	8 141	970	51	3 952	755	1 086	120	2 253	8 639	25 967
Total des autres passifs	92 534	10 993	2 254	6 072	3 292	10 443	18 667	15 690	8 639	168 584
Dettes subordonnées	100	-	-	-	-	-	-	4 270	-	4 370
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	42 481	42 481
Total des passifs et des capitaux propres	128 907	58 598	36 797	23 527	24 748	36 099	68 778	36 885	278 045	692 384

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 janvier 2017

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	824	2 708	7 676	5 850	10 191	22 662	73 989	1 817	-	125 717
Contrats de garantie financière 1)	31	62	92	91	87	319	723	666	-	2 071
Obligations d'achat	5 326	-	-	-	-	-	-	-	-	5 326
	37	76	117	113	48	138	191	111	-	831

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>										
<b>Actifs</b>										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 745	-	-	-	-	-	-	-	908	31 653
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 930	728	421	363	7	-	-	-	-	4 449
Valeurs mobilières										
Titres de négociation	412	1 449	1 058	2 794	2 645	6 507	7 122	16 975	45 496	84 458
Titres disponibles à la vente	826	740	1 401	431	376	5 771	19 695	24 808	1 615	55 663
Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	294	-	350	2 841	1 270	4 210	-	8 965
Titres divers	-	-	-	-	-	8	54	13	824	899
Total des valeurs mobilières	1 238	2 189	2 753	3 225	3 371	15 127	28 141	46 006	47 935	149 985
Titres pris en pension ou empruntés	51 085	10 993	4 167	338	-	63	-	-	-	66 646
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 001	1 212	3 347	4 772	3 930	24 555	64 044	9 416	-	112 277
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	371	374	791	828	887	5 431	24 041	8 542	23 415	64 680
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 101	8 101
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 473	5 904	7 155	6 727	20 547	18 140	63 049	11 380	31 222	175 597
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 925)	(1 925)
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	12 845	7 490	11 293	12 327	25 364	48 126	151 134	29 338	60 813	358 730
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 508	4 483	1 443	1 480	1 804	3 826	9 796	13 843	-	39 183
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 230	1 748	42	-	1	-	-	-	-	13 021
Divers	1 274	453	106	18	4	3	-	4 324	18 086	24 268
Total des autres actifs	15 012	6 684	1 591	1 498	1 809	3 829	9 796	18 167	18 086	76 472
Total des actifs	113 855	28 084	20 225	17 751	30 551	67 145	189 071	93 511	127 742	687 935

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Passifs et capitaux propres</b>										
Dépôts 1)										
Banques	11 940	12 327	2 239	1 488	464	500	-	-	5 313	34 271
Entreprises et administrations publiques	33 833	29 737	15 216	13 174	8 359	15 499	34 103	13 006	113 287	276 214
Particuliers	2 733	5 072	6 082	5 632	7 252	8 684	16 198	2 706	108 528	162 887
<b>Total des dépôts</b>	<b>48 506</b>	<b>47 136</b>	<b>23 537</b>	<b>20 294</b>	<b>16 075</b>	<b>24 683</b>	<b>50 301</b>	<b>15 712</b>	<b>227 128</b>	<b>473 372</b>
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 956	3 064	2 315	1 373	1 240	5 434	9 303	13 542	-	38 227
Acceptations	11 230	1 748	42	-	1	-	-	-	-	13 021
Titres vendus à découvert	25 106	-	-	-	-	-	-	-	-	25 106
Titres mis en pension ou prêtés	38 004	2 532	182	-	-	-	-	-	-	40 718
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	7	1 881	589	648	876	3 248	9 756	5 372	-	22 377
Divers	8 651	1 152	701	22	4 809	1 704	140	2 444	8 724	28 347
<b>Total des autres passifs</b>	<b>84 954</b>	<b>10 377</b>	<b>3 829</b>	<b>2 043</b>	<b>6 926</b>	<b>10 386</b>	<b>19 199</b>	<b>21 358</b>	<b>8 724</b>	<b>167 796</b>
Dette subordonnée	-	-	100	-	-	-	-	-	4 339	4 439
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>42 328</b>	<b>42 328</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>133 460</b>	<b>57 513</b>	<b>27 466</b>	<b>22 337</b>	<b>23 001</b>	<b>35 069</b>	<b>69 500</b>	<b>37 070</b>	<b>282 519</b>	<b>687 935</b>

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
<b>Engagements hors bilan</b>										
Crédits fermes 1)										
Contrats de location simple	2 267	7 896	3 776	8 293	12 289	16 236	75 998	3 013	-	129 768
Contrats de garantie financière 1)	30	61	90	88	88	317	709	602	-	1 985
Obligations d'achat	6 022	-	-	-	-	-	-	-	-	6 022
	45	96	128	132	129	148	172	99	-	949

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2016, du présent communiqué de presse trimestriel, des documents de présentation qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 28 février 2017 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 23 mai 2017, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, [paul.gammal@bmo.com](mailto:paul.gammal@bmo.com), 416-867-3996

Frédéric Tremblay, Montréal, [frederic1.tremblay@bmo.com](mailto:frederic1.tremblay@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, [jill.homenuk@bmo.com](mailto:jill.homenuk@bmo.com), 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, [christine.viau@bmo.com](mailto:christine.viau@bmo.com), 416-867-6956

### Secrétaire générale

Barbara Muir, secrétaire générale, [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6423

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2016 : 88,68 \$ (86,91 \$\*)

Décembre 2016 : 97,17 \$

Janvier 2017 : 100,01 \$

\* Reflète un escompte de 2 % au titre du réinvestissement des dividendes

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com). Pour consulter les documents et les informations que nous déposons en ligne auprès des organismes de réglementation, visitez également notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).**

---

Notre Rapport de gestion annuel pour 2016, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2016 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com).

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal

#### Assemblée annuelle de 2017

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 4 avril 2017 à Toronto, en Ontario.